

DIGITAL AFRICAN SUMMIT

L'Algérie au cœur de l'innovation africaine

L'Algérie abrite, depuis hier à Alger, un important événement dédié à l'innovation technologique africaine. Il s'agit du Digital African Summit qui réunit simultanément aussi deux autres événements technologiques à savoir l'ICT Maghreb et le salon des télécoms du Groupe Télécom Algérie (ALVTIC). Ce salon qui se poursuivra au palais de la Culture Moufdi Zakaria (Alger) jusqu'à demain jeudi, et en présence de plus de 100 délégués de 10 pays africains et plus de 10 000 visiteurs attendus, est un événement technologique majeur. P 3



FORMATION DANS LE DOMAINE DES MINES

Arkab annonce la création de 4 instituts spécialisés

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a révélé, mardi à Biskra, que quatre (4) instituts de formation spécialisés dans le domaine minier seront créés à travers le pays. Le ministre a précisé, au second jour de sa visite de travail et d'inspection dans cette wilaya, que son secteur reste «demandeur d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, spécialisée dans le domaine minier», même si, a-t-il rappelé, il existe des structures de formation d'ingénieurs et de techniciens supérieurs relevant de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

P 3

ASSURANCE AGRICOLE

Opération « charme » de la CNMA



A l'heure où l'Algérie met le paquet pour sa sécurité alimentaire, la question des investissements agricoles se pose avec une certaine acuité. L'agriculture a toujours été une activité économique risquée, notamment parce qu'elle est soumise aux aléas de la nature. Des conditions climatiques défavorables, et c'est la récolte de l'année qui peut être perdue. Ces risques pèsent sur la production et les rendements. L'assurance offre pourtant une réponse pertinente à la fois pour les agriculteurs et le secteur financier.

P 5

CONTREFAÇON

Près d'une centaine de plaintes traitées en 2023

Près d'une centaine d'affaires relatives à la contrefaçon et à l'atteinte à la propriété intellectuelle ont été traitées annuellement par les juridictions compétentes en 2023, a indiqué lundi à Alger un responsable de l'Institut national algérien de propriété intellectuelle (Inapi).

P 5

COMMERCE

**La stratégie
du CNRC 2024
définie 3**

INVESTISSEMENT

**Réception de 134
micro-zones d'activité
avant fin 2024 P 3**

AFIN DE RELEVER LES DÉFIS AUXQUELS FAIT FACE L'ALGÉRIE

**Laagab : « Nécessité
d'avoir des médias
forts» P 5**

ALGÉRIENNE DES
AUTOROUTES
**Said Chouaib,
nouveau Directeur
général**

Said Chouaib a été installé, mardi à Alger, au poste de Directeur général de l'Algérienne des Autoroutes (ADA), en remplacement de M. Mohamed Khaldi, appelé à d'autres fonctions, a indiqué un communiqué du ministère des Travaux Publics et des Infrastructures de base. La cérémonie d'installation a été présidée par le Secrétaire général du ministère des Travaux Publics et des Infrastructures de Base, M. Ali Boulbah, au siège de l'ADA, en présence des cadres centraux du ministère et des cadres de l'Agence, ajoute la même source.

HADJ 2024
**L'ONPO annonce la
reprise des
réservations de
billets pour les
pèlerins**

L'opération de réservation de billets pour les hadjis voyageant avec l'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO) vers les Lieux saints reprend, mardi, via le portail « Bawabet El Hadj Dz » et l'application « Rakb El Hadjidj », a indiqué un communiqué de l'Office. « En parachèvement de l'opération de réservation de billets pour les hadjis voyageant avec l'Office national du Pèlerinage et de la Omra vers les Lieux saints via le portail «Bawabet El Hadj Dz» et l'application «Rakb El Hadjidj», la réservation de billets reprendra, mardi 23 avril à 20h00, pour l'aéroport d'Alger, et à 21h00 pour les aéroports d'Oran, de Constantine et d'Ouargla », a précise la même source.

FORMATION DANS LE DOMAINE DES MINES

Arkab annonce la création de 4 instituts spécialisés

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a révélé, mardi à Biskra, que quatre (4) instituts de formation spécialisés dans le domaine minier seront créés à travers le pays.

Par Slimane T

Le ministre a précisé, au second jour de sa visite de travail et d'inspection dans cette wilaya, que son secteur reste «demandeur d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, spécialisée dans le domaine minier», même si, a-t-il rappelé, il existe des structures de formation d'ingénieurs et de techniciens supérieurs relevant de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. C'est pourquoi, a-t-il poursuivi, il a été décidé de créer quatre (4) nouveaux instituts à travers le pays dont le premier sera ouvert dans la wilaya de Biskra. Les nouveaux instituts, devant être supervisés et encadrés par le groupe industriel public Sonarem, formeront des diplômés de "niveau international" qui auront suivi leur cursus en collaboration avec des entreprises étrangères

spécialisées, dès lors que l'Algérie s'emploie, dans le cadre du développement de son économie, à assurer une formation de haut niveau conformément aux normes internationales dans le domaine minier. Par ailleurs, le ministre a supervisé la mise en service d'une carrière d'agréats et de sable au lieu-dit Argoub El Tarf, dans la commune de Djemorah. D'une superficie de 42 hectares, cette unité de l'Entreprise Nationale des Produits Miniers Non Ferreux et Matériaux Utiles (ENOF), filiale de Sonaram, est spécialisée dans la production de graviers de toutes tailles avec une capacité de production estimée à 500.000 tonnes par an. La délégation ministérielle s'est, par la suite, rendue à l'unité de Production Lubrifiants et Graisses de la société Petro Baraka, spécialisée dans le domaine de stockage et distribution de Produits Pétroliers, GPL/C, les huiles et les

graisses, produits entretiens Auto ainsi que la commercialisation et les installations de KIT GPL/C. Avec une capacité de production de 60 000 tonnes d'huiles diverses, 10 000 tonnes de graisses et 10 000 tonnes de matériaux d'entretien, cette unité de production emploie 150 travailleurs et œuvre également en faveur du développement durable, à la réduction des importations et de la disponibilité permanente de tous les produits sur le marché national. Une visite clôturée par une visite d'inspection de l'entrepôt de stockage de carburants de Naftal, mis en service en 1994. Sur les lieux, le ministre a réitéré la nécessité d'achever tous les projets de stockage de carburants et autres produits pétroliers, ainsi que de renforcer les capacités de stockage conformément à la stratégie de l'Etat visant à réaliser l'indépendance des quantités de carburants stockées au niveau national.

AIR ALGÉRIE

Une nouvelle offre dédiée aux familles algériennes pour les vacances d'été

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a annoncé mardi dans un communiqué, le lancement d'une nouvelle offre dédiée spécialement aux familles algériennes pour les vacances d'été. Baptisée "Osrah (famille)", cette offre s'inscrit dans le cadre de "notre engagement citoyen et en conformité avec le plan de

gouvernement visant à améliorer les conditions de transport aérien", explique la même source. Elle permet aux familles de voyager ensemble sur un même vol aller-retour avec le même numéro de réservation, ajoute le communiqué, soulignant que l'offre comprend des réductions "significatives" sur les tarifs des billets.

L'offre est disponible pour les réservations à partir du 22 avril, jusqu'au mois d'août 2024 pour des voyages à partir du 1er juin 2024, a-t-on précisé. S'agissant des tarifs, la compagnie nationale a révélé que les vols depuis l'Algérie vers l'étranger débutent à partir de 22.500 DA, tandis que les vols internationaux en provenance

de l'étranger vers l'Algérie, débutent à partir de 168 euros (Tunis-Alger-Tunis). Un billet de Marseille (France) vers l'Algérie, à titre d'exemple, est cédé à 199 euros, selon Air Algérie qui a invité ses clients à contacter ses agences ou son service client au : +21321986363 pour plus de détails.

COOPÉRATION

Le président du CREA s'entretient avec le DG de l'OIT

Le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, s'est entretenu, à Alger, avec le directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Gilbert Hounbo, qui effectue une visite de travail en Algérie, indique mardi un communiqué de l'organisation patronale. Cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du CREA, en présence de responsables du

Conseil et de PDG d'entreprises adhérents à cette organisation patronale, a été une occasion pour M. Moula de présenter "le fonctionnement, les travaux et les objectifs du CREA, dont la mobilisation des entreprises adhérentes pour optimiser leur management santé et sécurité au travail (MSST)", évoquant également "l'engagement citoyen et solidaire des entreprises dans l'octroi aux salariés des

avantages sociaux à l'occasion d'événements traditionnels algériens, et ce, de manière volontaire". A cet effet, ajoute le CREA, un échange "fructueux et riche" s'en est suivi au cours duquel M. Moula a exprimé "la volonté du CREA d'atteindre un niveau de participation plus élevé et plus actif au sein de l'O?". Pour sa part, M. Hounbo s'est félicité de "la vision collective, du dynamisme et de l'engage-

ment des opérateurs du CREA et a encouragé l'organisation à poursuivre sa démarche active en vue de renforcer sa présence à l'international pour partager ses bonnes pratiques en matière de responsabilité sociétale des employeurs". A l'issue de l'entretien, M. Hounbo a été invité à visiter une entreprise adhérente au CREA et à y rencontrer ses délégués du personnel.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DIGITAL AFRICAN SUMMIT

L'Algérie au cœur de l'innovation africaine

L'Algérie abrite, depuis hier à Alger, un important événement dédié à l'innovation technologique africaine. Il s'agit du Digital African Summit qui réunit simultanément aussi deux autres événements technologiques à savoir l'ICT Maghreb et le salon des télécoms du Groupe Télécom Algérie (ALVTIC).

Par Sirine R

Ce salon qui se poursuivra au palais de la Culture Moufdi Zakaria (Alger) jusqu'à demain jeudi, et en présence de plus de 100 délégués de 10 pays africains et plus de 10 000 visiteurs attendus, est un événement technologique majeur. En effet, c'est une occasion pour acteurs du numériques du continent pour «créer un écosystème numérique africain intégré qui favorise la croissance économique dans nos pays, stimule l'innovation et change la vie individuelle. En unissant nos efforts, nous pouvons surmonter les obstacles. Notre objectif est d'éradiquer l'analphabétisme numérique en Afrique, d'encourager la créativité et de développer les compétences nécessaires pour un avenir numérique prospère», a souligné Tadjeddine BACHIR, fondateur du cabinet Tadjeddine & Partners, dans son discours à l'ouverture de cet événement.

Et d'ajouter : « Aujourd'hui, à l'ère de l'économie de la connaissance et du numérique, la véritable richesse de l'Afrique réside dans le potentiel humain de sa jeunesse. Nous avons désormais, plus que jamais, le devoir et la responsabilité historique de saisir l'opportunité unique offerte par le numérique et les technologies afin de rattraper le retard civilisationnel qui nous sépare du reste du monde. Cela, mesdames et messieurs, ne pourra se faire que si nous parvenons ensemble à com-

prendre les défis de notre époque et à trouver les réponses qui permettront de positionner nos peuples par rapport à ces enjeux. Et ceci, mesdames et messieurs, ne pourra se faire que si nous réussissons à construire ensemble les mécanismes d'intelligence collective qui nous permettront de parcourir main dans la main l'aventure technologique et civilisationnelle qui nous attend ». L'intervenant a indiqué que l'Algérie a toujours été un refuge pour les révolutionnaires et un havre pour les hommes libres. «Aujourd'hui, elle est devenue un point de ralliement pour les révolutionnaires numériques. À l'occasion de ce sommet numérique, nous entamons ensemble la course vers la souveraineté technologique du continent», affirme-t-il.

Les avancées de l'Algérie mises en avant

Plus de cent entreprises technologiques participeront, offrant une vitrine pour les innovations récentes et une plateforme pour les startups africaines pour se faire connaître à une échelle internationale. Les sessions de pitch et les ateliers interactifs enrichiront l'expérience des participants, facilitant la création de partenariats stratégiques et le partage de connaissances d'exploration de solutions novatrices et de formation de partenariats stratégiques, propulsant ainsi le secteur des TIC vers de nouvelles perspectives. Le ministre de la Poste et

des Télécommunications, Karim Bibi Triki, a saisi ce Salon pour mettre en exergue les avancées enregistrées en matière de numérisation et de digitalisation des services, en annonçant que 80% de la population en Algérie a accès à internet.

Il a ajouté que «la modernisation des services de la poste et la digitalisation des autres secteurs avancent à grands pas», assurant que l'Algérie est «prête» à mettre tout son savoir faire dans ce domaine au service des pays africains. Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a rappelé de son côté, les mesures incitatives, notamment financières, décidées par l'Algérie pour encourager les jeunes à réaliser leur propres entreprises, les exhortant toutefois, à se diriger vers le marché digital africain. Présent à cet événement, le président du Conseil d'administration de l'Union postal universel, M. Isaac Gnamba Yao, a «félicité» l'Algérie pour les avancées réalisées dans le domaine de la numérisation et la digitalisation. Selon les organisateurs, la convergence de ces trois événements qui se dérouleront du 23 au 25 avril, marque un tournant majeur dans la coopération technologique Sud-Sud et la promotion de l'innovation en Afrique. Le programme du Digital African Summit comporte des thèmes tels que l'infrastructure technologique, la cybersécurité, l'intelligence artificielle, la santé digitale et les fintechs.

COMMERCE

La stratégie du CNRC 2024 définie

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Tayeb Zitouni, a présidé, hier à Alger, une réunion de travail sur la stratégie et le plan de travail du Centre national du registre du commerce (CNRC) pour l'année 2024, indique le ministère dans un communiqué.

La réunion a été consacrée à la présentation de la stratégie et du plan de travail du Centre National du Registre du Commerce pour l'année 2024. « Au cours de la réunion, le directeur général du CNRC a fait une présentation complète de la nouvelle stratégie qui vise à développer et améliorer les opérations commerciales. Elle comprend également un ensemble d'initiatives et de procédures visant à moderniser et développer les services fournis aux clients », précise la même source. Dans son discours, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations a souligné l'importance d'améliorer l'environnement des affaires en renforçant la numérisation au CNRC à travers la coordination avec les différents secteurs ministériels concernés. Cette stratégie s'inscrit, dira-t-il, dans le cadre des efforts du gouvernement pour renforcer l'investissement et stimuler la croissance économique. Le ministre a également souligné la nécessité pour le Centre national du registre du commerce de suivre le rythme des développements en cours et d'intensifier les travaux visant à développer et améliorer les services fournis, notamment dans le domaine du commerce électronique, qui connaît une croissance rapide. M. Zitouni a souligné la nécessité pour le centre d'être à l'avant-garde de cette transformation et de développer ses services à la hauteur des aspirations de la clientèle économique.

S R.

INVESTISSEMENT

Réception de 134 micro-zones d'activité avant fin 2024

Synthèse S T

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a indiqué que 134 micro-zones d'activité, seront réceptionnées avant la fin de l'année en cours, dans le but d'encourager les initiatives d'investissement et de réaliser un développement socio-économique global. S'exprimant, mardi, devant la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale, le ministre a expliqué que la livraison de ces projets s'inscrit dans le cadre de « la mise en œuvre du programme modèle lié au développement des micro-zones d'activité au niveau national qui comprend 142 zones implantées sur une superfi-

cie de 433 hectares. « Notre secteur ministériel a initié le processus de création de mini-zones d'activités au niveau communal, où un premier programme a été identifié de 142 zones occupant une superficie de 400 hectares », a-t-il précisé, en indiquant qu'un budget de 15 milliards de DA a été alloué pour la réalisation de ce projet.

Dans son intervention, le ministre a précisé que ce programme s'inscrit dans le cadre de la « vision globale adoptée par les pouvoirs publics visant à faire des collectivités locales des pôles attractifs pour l'investissement », permettant, a-t-il dit, « la création de richesses et un développement socio-économique global ». Des projets pour lesquels le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales et des zones d'activité au niveau national, a

loué une enveloppe financière de 15 milliards de dinars.

D'autre part, Brahim Merad a rappelé que cette année, 100 milliards de dinars ont été alloués par le Fonds de solidarité et de garantie aux collectivités locales pour l'inscription de divers programmes de développement au niveau local, permettant l'inscription de 5.380 projets.

A cette occasion, le ministre a souligné que l'une des priorités du secteur est de « réhabiliter certaines zones reculées souffrant de déficit en développement, en procédant à des opérations de rattrapage visant à résorber les déficits de développement, notamment au niveau des zones diminuées et vulnérables afin de réaliser un équilibre de développement entre les wilayas ».

« Les grands efforts déployés par l'Etat pour relancer et soutenir un dévelop-

pement économique équitable et durable, tout en préservant les acquis sociaux, conformément aux instructions du président de la République Abdelmadjid Tebboune, reposent sur une action participative qui ouvre l'espace de proposition à tous les acteurs et dans laquelle l'écoute des citoyens et de leurs représentants à tous les niveaux constitue la base du redressement continu des déséquilibres de développement », a-t-il affirmé.

Dans ce cadre, le ministre a souligné l'importance de « consolider ces acquis à travers toutes les régions du pays, que ce soit à travers les programmes annuels de développement ou ceux dédiés à la promotion des wilayas en retard de développement, ainsi que les mesures permettant d'améliorer les conditions de vie des citoyens ».

ENERGIE

Plus de 50 %
des périmètres
agricoles du
pays raccordés
au réseau
électrique

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, lundi dans la wilaya d'Ouled Djellal, que le taux d'électrification des périmètres agricoles du pays a dépassé les 50 %. « Sur les 100.000 périmètres agricoles recensés en Algérie, en coordination avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, plus 56.000 périmètres sont raccordés au réseau électrique, tandis que 14.000 autres le seront « d'ici à la fin de l'année », a précisé M. Arkab lors d'un point de presse organisé dans la zone agricole de Noumeur, dans la commune de Doucen, en marge de la mise en service du projet de raccordement de cette zone au réseau électrique. Le ministre, qui effectuait une visite d'inspection et de travail dans la wilaya d'Ouled Djellal, a souligné que le raccordement des périmètres agricoles au réseau électrique « s'inscrit dans le cadre de la politique et des objectifs du gouvernement en matière de sécurité alimentaire et de soutien à la production nationale », rappelant également que les nouvelles wilayas ont bénéficié de plusieurs programmes visant à étendre les surfaces agricoles et à fournir l'énergie électrique à tous les agriculteurs.

AFIN DE RELEVER LES DÉFIS AUXQUELS FAIT FACE L'ALGÉRIE

Laagab : « Nécessité d'avoir
des médias forts »

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab a insisté, lundi soir, depuis Constantine sur l'importance d'avoir « des médias forts pour relever les défis auxquels fait face l'Algérie » Dans une conférence de presse à l'issue d'une visite de travail qu'il a effectuée dans cette wilaya, le ministre a insisté sur « l'intensification des formations favorisant l'émergence des médias forts capables d'accompagner les efforts de développement engagés et relever les défis auxquels fait face l'Algérie ». Il a dans ce cadre appelé les journalistes à aller vers la formation pour améliorer davantage leur niveau, les incitant à prévoir de concert avec des spécialistes, des ateliers de formation et des conférences dans leurs wilayas. Le ministre, qui a rappelé que plus de 300 journalistes avaient été formés à l'occasion de la tenue du Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) en plus d'autres journalistes formés dans le domaine sportif en attendant le lancement prochain de formations dans les spécialités économiques, a estimé que le journa-

liste doit « être une force de conviction » au service du développement national. Le ministre qui a salué les efforts déployés localement pour améliorer les conditions de travail des journalistes, a indiqué que sa visite à Constantine s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la célébration de la journée mondiale de la liberté d'expression. En outre, M. Laagab a fait part de « carences flagrantes en matière d'infrastructures » relevant de son secteur dans la wilaya de Constantine, citant dans ce cadre l'état des sièges de la station de la Télévision publique et de la radio ainsi que la société d'impression de l'Est et de l'entreprise Télédiffusion d'Algérie (TDA). Mettant en avant l'actif considérable dont dispose Constantine dans les domaines de l'information, la culture et l'histoire, entre autres, le ministre a cependant déploré « une faiblesse en matière d'infrastructures ». Annonçant la réception le 5 juillet prochain d'un nouveau siège pour la radio de Constantine, le ministre a indiqué qu'une réflexion est en cours pour donner l'an-

cien siège de la radio de Constantine à la TDA en vue d'améliorer les conditions de travail dans cette dernière qui dispose de moyens technologiques de pointe et de compétences avérées. M. Laagab qui a indiqué que l'Etat veille à accompagner la presse à travers, notamment l'actualisation des lois et les différentes mesures prises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au profit des médias nationaux, sous forme d'aide indirecte, a indiqué que la « presse privée demeure indissociable de la presse nationale ». Il a fait part de l'impact des syndicats qui représentent les journalistes dans l'amélioration des conditions de travail de la corporation et la promotion de ce métier. Par ailleurs, le ministre a salué le professionnalisme des médias nationaux dans le traitement des provocations marocaines s'agissant du match USM Alger et le club marocain du RS Berkane. « Les médias algériens méritent d'être salués pour la façon avec laquelle ils ont traité ce phénomène provocateur marocain », a indiqué le ministre.

AGRICULTURE

Elaboration de cahiers des charges-types
concernant 5 produits algériens

La directrice de régulation et de valorisation des productions agricoles au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Labiod Hanane, a présidé, lundi au siège de la chambre de l'agriculture, l'ouverture d'ateliers pour l'élaboration de cahiers des charges-types concernant 5 produits agricoles algériens. Mme Labiod a fait savoir que ces cahiers de charges permettront, une fois parachevés, de faciliter la va-

lorisation des produits agricoles d'origine animale ou végétale, ainsi que le travail du Comité national de labellisation. Les dattes, l'huile d'olive, les viandes rouges, le safran et le couscous ont été retenus dans une première étape, pour l'élaboration d'un cahier des charges fixant les caractéristiques de chaque aliment avant d'être soumis à l'approbation de l'administration du ministère de tutelle. Cette série d'ateliers s'inscrit dans le cadre d'un projet de soutien à un partenariat entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, et l'Union euro-

péenne (UE). A cet égard, Mme Labiod a souligné l'importance de ces ateliers qui contribueront à définir séparément les caractéristiques générales des produits nationaux, pour mieux les faire connaître et les protéger contre toute contrefaçon. L'opération permettra également de renforcer la valeur du produit national et de promouvoir son exportation après avoir rehaussé la confiance du consommateur en ses composants et caractéristiques, ce qui contribuera à relever le volume des exportations hors hydrocarbures.

ANEP

Fin de fonctions des directeurs
de deux antennes à Constantine

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a mis fin, lundi, aux fonctions des directeurs de deux antennes de l'Entreprise nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) à Constantine, en l'occurrence le Directeur de l'antenne « Messagerie Express », Bentaya Mohamed Lamine et du Directeur de l'antenne « Communication et Signalétique », Benhanache Toufik, après avoir constaté

de nombreuses lacunes en matière de gestion, indique un communiqué du ministère. « Lors d'une visite qu'il a effectuée au siège de la Direction régionale de l'ANEP et après avoir constaté de nombreuses lacunes en matière de gestion, le ministre de la Communication, Dr Mohamed Laagab, a tenu une rencontre élargie avec les travailleurs et employés des deux antennes de l'ANEP, +Messagerie Express+ et +Communication et Si-

gnalétique+, où il a écouté toutes leurs préoccupations et revendications », selon la même source. De ce fait, « le ministre de la Communication a mis fin, immédiatement, aux fonctions du Directeur régional de l'antenne de Constantine +Messagerie Express+, Bentaya Mohamed Lamine, et du Directeur de Constantine de l'antenne +Communication et Signalétique+, Benhanache Toufik », conclut le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 18 افريل 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 avril 2024

Prix du détail ¹		أسعار للتجزئة			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أقصى	أدنى	
Produits	Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	95	110	81	البطاطا
	Tomate	93	108	77	الطماطم
	Oignon sec	114	123	105	البصل الجاف
	Ail sec	482	553	411	الثوم الجاف
	Carotte	88	97	78	الجزر
	Navet	95	104	87	لفت
	Petit pois	163	180	146	الجلينة
	Fève verte	89	101	77	القول الأخضر
	Courgette	89	99	79	القوسة
	Haricot vert	335	361	309	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	103	115	91	الخس
Fruits frais	Pomme locale	466	573	358	التفاح المحلي
	Datte	551	677	426	التمر
	Orange	181	217	145	البرتقال
	Citron	163	183	143	الليمون
	Banane	416	429	403	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1701	1816	1587	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	435	448	422	الدجاج
	Œufs [Unité]	16	17	15	البويض (وحدة)
	Lait de vache [Litre]	96	102	90	حليب البقر (لتر)

ASSURANCE AGRICOLE

Opération «charme» de la CNMA

A l'heure où l'Algérie met le paquet pour sa sécurité alimentaire, la question des investissements agricoles se pose avec une certaine acuité. L'agriculture a toujours été une activité économique risquée, notamment parce qu'elle est soumise aux aléas de la nature. Des conditions climatiques défavorables, et c'est la récolte de l'année qui peut être perdue. Ces risques pèsent sur la production et les rendements. L'assurance offre pourtant une réponse pertinente à la fois pour les agriculteurs et le secteur financier.

Par Reda Hadi

En assurant leur récolte ou leur bétail contre les risques les plus courants, les agriculteurs réduisent leur exposition au risque et améliorent leurs capacités de remboursement. Une raison pour laquelle le directeur général de la caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA), Cherif Benhabiles a souligné, lundi à Ouargla, que le secteur des assurances assume un rôle capital dans la protection des investissements agricoles. Lors d'une rencontre régionale placée sous le thème "La mutualité agricole, moyen efficace de développement des grandes cultures pour garantir la sécurité alimentaire", M. Benhabiles a affirmé que "le secteur des assurances assume un rôle grandiose dans la protection des investissements agricoles et la réalisation des revenus auxquels la CNMA s'emploie à fournir la couverture d'assurance appropriée par la prise en charge des catastrophes agricoles". De ce fait, la CNMA s'attelle à être un trait d'union entre l'assurance, sa première vocation, et les autres secteurs partenaires, et de mettre, au travers ces rencontres, ces expériences et connais-

sances pour le développement des cultures stratégiques, dont la céréaliculture.

Cette rencontre régionale regroupant les grands céréaliculteurs s'imbrique au titre de la fédération des efforts, de l'examen approfondi des dangers guettant cette filière stratégique (céréaliculture) et la valorisation de la mission de la caisse dans l'accompagnement des acteurs du secteur, agriculteurs, céréaliculteurs et producteurs des semences en application de la stratégie prônée par les pouvoirs publics visant la réalisation de la sécurité alimentaire.

Bien que le secteur ait été en bute à de sérieuses contraintes dans le sud du pays, toutefois, l'Etat a mobilisé les mécanismes idoines pour bénéficier des terres agricoles en zones sahariennes à travers la mise en valeur des terres agricoles, la mobilisation des eaux souterraines et l'exploitation des nouvelles technologies dans les activités agricoles. Pour des observateurs, la mutualité agricole constitue un moyen efficace pour le développement du segment des grandes cultures et la réalisation de la sécurité alimentaire.

En termes de sécurité alimentaire, c'est la céréaliculture qui en est le principal

fondement. De ce point de vue, lors de cette rencontre, a été abordé les changements climatiques aux répercussions négatives sur la céréaliculture dans le Sud du pays.

A ce titre, le directeur général de l'institut national des sols, de l'irrigation et du drainage (INSID), a plaidé pour revoir la période de la campagne de labours-semailles sur avis des chercheurs et experts agronomes en vue de trouver les solutions adéquates à même de faire face aux changements climatiques et améliorer le rendement des cultures céréalières en régions sahariennes. Reste que si les assurances agricoles sont en augmentation, elles sont toutefois en deçà des attentes, car dans les faits, elles subissent les réticences de nos agriculteurs à s'assurer, pour moult raisons, dont la confiance que nos agriculteurs portent à l'endroit de l'Etat Providence et aussi à un manque de culture en la matière.

Si, cette rencontre régionale a été sanctionnée par la signature d'une convention-cadre entre la CNMA et le conseil national interprofessionnel des céréales (OAIC) permettant aux céréaliculteurs de tirer profit des indemnités, la d'éventuelles calamités naturelles, la

CNMA poursuit ses efforts à sensibiliser les céréaliculteurs du sud sur l'importance des assurances.

Et c'est dans cette optique celle-ci a organisé, à Ouargla, cette rencontre régionale avec les céréaliculteurs du Sud afin de les sensibiliser sur l'importance des assurances agricoles pour la pérennité de leurs investissements et la sécurité alimentaire du pays. Cette caisse a réitéré son engagement envers le secteur agricole, affirmant être l'outil financier par excellence pour sécuriser les investissements et le revenu des agriculteurs. Car en tant qu'acteur majeur du développement agricole la CNMA s'engage à fournir des solutions d'assurance adaptées pour faire face aux risques menaçant la productivité et les investissements agricoles.

La CNMA a également rappelé les efforts considérables déployés par les pouvoirs publics, en mettant en place divers programmes de développement dans les régions du sud afin de favoriser le développement socioéconomique de cette région. D'où la nécessité d'une prise de conscience de nos agriculteurs, à s'assurer et pérenniser leurs investissements.

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE

Une «importance stratégique» pour l'économie du pays

Le Recensement général de l'agriculture (RGA 2024), prévu du 19 mai au 17 juin, revêt une "importance stratégique" pour l'économie du pays, a souligné, lundi à Médéa, un responsable au ministère de l'Agriculture et du Développement rural. S'exprimant à l'occasion du lancement d'une formation de superviseurs du RGA 2024, à Médéa, le directeur des statistiques, de la numérisation et de la prospective au ministère, M'hamed Tifour, a indiqué que ce recensement a "une portée stratégique de par la place qu'occupe le secteur agricole dans l'économie nationale, d'où l'intérêt d'assurer la bonne conduite de

cette opération". M. Tifour a affirmé, en outre, que la formation des superviseurs dans la cadre des préparatifs du RGA constitue une étape "charnière" qui va déterminer toutes les phases techniques de ce recensement et les conditions de son exécution. Il a ajouté qu'un intérêt particulier est accordé, lors de cette session de formation de trois jours, aux aspects relatifs à la conduite de l'entretien au niveau des exploitations agricoles et la maîtrise du questionnaire du sondage, assurant que l'objectif de cette formation est d'optimiser le niveau de préparation du personnel en charge de ce recensement. Des superviseurs

issus de onze wilayas, à savoir Tamansasset, Bouira, Blida, Médéa, Tindouf, Tizi-Ouzou, Boumerdes, Tipaza, Tissemsilt, Ain-Defla et Alger ont entamé, lundi, une formation accélérée encadrée par des cadres du bureau national des études pour le développement rural (Bneder) et l'appui de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La formation de superviseurs du RGA 2024 de trois jours se déroule à l'Institut technique spécialisé de formation en polyculture de Médéa (ITSFP). Le Secrétariat national de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) a affirmé, sa détermination à assurer

le succès du 3e recensement général de l'agriculture. Cette déclaration a été faite lors d'une réunion du Secrétariat général, tenue au siège de l'UNPA et présidée par son Secrétaire général, Abdellatif Dilmî, consacrée à l'examen des préparatifs relatifs au recensement général de l'agriculture, indique un communiqué de l'union. Après avoir affirmé que cette opération représentait «une des questions majeures pour l'UNPA et les agriculteurs», le Secrétariat général a affirmé «la pleine disponibilité de l'UNPA à mener à bien ce recensement, mis en avant par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune,

afin d'identifier nos potentialités agricoles». Dans ce contexte, le Secrétariat a souligné l'importance «majeure» que revêt le recensement pour les agriculteurs, les éleveurs et les investisseurs, en ce sens qu'il constitue «une base de donnée contribuant au développement de l'économie nationale sur des bases solides et une agriculture à même de relever les défis alimentaires, notamment en termes de produits stratégiques et de large consommation». Par ailleurs, le Secrétariat national a appelé à une forte participation à «cet événement national d'envergure pour l'économie nationale».

CONTREFAÇON

Près d'une centaine de plaintes traitées en 2023

Près d'une centaine d'affaires relatives à la contrefaçon et à l'atteinte à la propriété intellectuelle ont été traitées annuellement par les juridictions compétentes en 2023, a indiqué lundi à Alger un responsable de l'Institut national algérien de propriété intellectuelle (Inapi). S'exprimant lors des 6e Journées internationales Marque et Contrefaçon, le chef de département de la réglementation et de l'information de l'Inapi, Mohamed Sabbagh, a expliqué que ces affaires concernent des violations de propriété industrielle dans plusieurs secteurs d'activité, notamment les produits agroalimentaire et les produits cosmétiques. "Le nombre des plaintes s'accroît au fil des années", a-t-il noté, ajoutant que ces

plaintes sont déposées par des propriétaires de marques algériennes mais également de quelques entreprises étrangères. Pour endiguer ce problème "qui pèse sur l'économie nationale et entrave l'innovation", M. Sabbagh a souligné l'impératif de sensibiliser les opérateurs algériens et les innovateurs sur l'intérêt de protéger leurs marques et de déposer leurs brevets d'invention. Par ailleurs, le responsable a évoqué le problème des produits contrefaits commercialisés à l'étranger sous des labels algériens. "Nous avons reçu plusieurs plaintes de la part d'opérateurs nationaux dont les marques sont utilisées à l'étranger par des contrevenants en Europe ou même dans des pays du Maghreb", a-t-il regretté, précisant qu'il

s'agit essentiellement de marques de produits agroalimentaires. Dans ce sens, il assuré que "les autorités se penchent sérieusement sur ce problème" et qu'une réunion est prévue mercredi prochain au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger pour discuter des voies et moyens d'aider les opérateurs à protéger leurs marques à l'international. Présent à cette rencontre, le président du Conseil d'administration de l'Autorité de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE), Mohamed El Hadi Hannachi, a estimé que le phénomène des produits contrefaits s'est amplifié avec le développement du commerce électronique. Pour lui, la loi 18-05 relative au commerce

électronique ne suffit plus à elle seule pour lutter contre ce phénomène. "Si la contrefaçon utilise les technologies des plateformes, la lutte contre ce fléau devrait se faire par les mêmes moyens notamment à travers l'adoption de solutions techniques performantes", a-t-il recommandé. Pour sa part, Mustapha Mouhoun, cadre de l'Institut algérien de normalisation (Ionor), a prévenu des effets de la contrefaçon qui est à l'origine d'une "économie souterraine", privant l'Etat de recettes fiscales importantes. Il a mis en avant le rôle de la normalisation dans le domaine de la détection, de la prévention et du contrôle de la fraude relatives aux produits.

R.E.

EL OUED

Plus de 40 exposants au Salon international africain de l'investissement

Plus de 43 exposants prennent part au salon international africain de l'investissement ouvert, lundi dans la wilaya d'El-Oued, à l'initiative de la Chambre du commerce et de l'industrie, « CCI-Souf ».

Ce salon qui se tient du 22 au 25 avril regroupe des opérateurs industriels privés remplissant les conditions et normes de production qualitative internationale visant à conquérir les marchés africains, dans le cadre des démarches des pouvoirs publics portant diversification des ressources de l'économie nationale, a affirmé le président de la « CCI-Souf », Nabil Guennouâ.

Prennent part également à cette manifestation des compagnies commerciales internationales Maghrébines, Tunisie, Lybie et de la Mauritanie, opérant en Afrique, en plus d'une délégation polonaise d'hommes d'affaires, conduite par l'attaché commercial à l'ambassade de la Pologne en Algérie, tendant à conclure des conventions et partenariats permettant d'exporter et de commercialiser les produits algériens vers les marchés africains et européens, a indiqué M. Guennouâ.

Large affluence sur les journées d'information sur la Garde républicaine

Les journées d'information sur la Garde républicaine ouvertes, dimanche dans la wilaya d'El-Oued, ont drainé une large affluence du public, notamment les jeunes venus s'enquérir des missions de ce corps de l'Armée nationale populaire (ANP).

Dans son allocution d'inauguration aux noms du commandant de la Garde républicaine, et du commandant de la 4ème région militaire (4ème RM), le Lieutenant-colonel, RachediHachoud, a souligné que cette manifestation d'information s'inscrit au titre du plan de communication 2023/2024 du haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) portant vulgarisation de l'arme de la Garde républicaine et ses différentes missions. Selon l'officier supérieur, ces journées tendent à raffermir la relation Armée-Nation, la préservation de l'image d'honneur de l'institution militaire, digne héritière de l'armée de libération nationale (ALN) au travers les acquis réalisés par la Garde républicaine.

Cette manifestation d'information a été mise à profit par les jeunes notamment, les universitaires, pour s'enquérir des conditions d'accès à cette institution militaire et les différentes missions et activités, dont la brigades des cavaliers, des fanfares, et autres présentés au grand public, a ajouté l'officier supérieur. Notons que la maison de la culture «Mohamed Lamine Lamoudi» d'El-Oued sert de cadre à ces journées d'information devant s'étaler sur quatre jours.

OUM EL BOUAGHI /ACCOMPAGNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DES STARTUPS

Le rôle déterminant des incubateurs d'entreprises mis en exergue

Les participants à un colloque consacré, dimanche à Oum El Bouaghi, aux start-ups et à leur développement, ont mis en avant le «rôle déterminant des incubateurs d'entreprises dans l'accompagnement et le développement des start-ups» et dans «l'émergence d'un esprit entrepreneurial».

Au cours de cette rencontre intitulée «Le rôle des incubateurs universitaires dans l'accompagnement des startups, le développement de l'esprit entrepreneurial et le soutien à l'innovation», organisée par l'université Mohamed Larbi Ben M'hidi, les différents intervenants ont débattu du rôle des incubateurs et des pépinières d'entreprises, qu'ils soient universitaires ou de statut privé. Egalement organisée par l'Union nationale des compétences et des cadres (bureau exécutif de wilaya), en coopération avec l'incubateur d'entreprises de l'université, la Chambre de commerce et d'industrie et la direction de wilaya de l'industrie, la rencontre a donné lieu à une communication du Pr Hamza Daoudi, du centre universitaire Abdelhafid-Boussof de Mila, intitulée «Le rôle des incubateurs d'entreprises dans la qualification de startups aptes à obtenir un financement». Le Pr Daoudi a mis l'accent sur les services rendus par les incubateurs d'entreprises aux startups, tels que les espaces de travail (bureaux), l'infrastructure, l'orienta-

tion, les opportunités de réseautage et l'accès à l'expertise de l'industrie. Il a notamment souligné le rôle de ces incubateurs dans le développement des compétences en vue d'un financement, «en aidant les startups à préparer un plan d'affaires, une analyse de marché et autres informations exigées pour un financement».

Le Pr Daoudi a aussi évoqué les services que les pépinières d'entreprises peuvent fournir en matière d'accompagnement juridique et administratif des startups, tels que l'enregistrement des entreprises, la protection de la propriété intellectuelle, la rédaction de contrats et le respect des exigences réglementaires, ce qui les qualifie -selon lui- pour obtenir des financements auprès de différentes sources.

Lors d'une intervention à l'ouverture de cette rencontre scientifique, le président de l'Union nationale des compétences et des cadres, Walid Fadli, a fait état des tâches et des rôles des pépinières d'entreprises universitaires dans le soutien aux start-ups, faisant référence à l'arrêté ministériel n 1275

portant sur le mécanisme «un diplôme, une start-up». Les travaux de ce colloque national, pour lequel le slogan «Entre les exigences de la réussite et celles de la pérennité» a été choisi, ont également donné lieu à plusieurs conférences académiques, animées par des enseignants universitaires issus de plusieurs wilaya du pays (Mila, Khenchela, Tébessa Constantine et Oum El Bouaghi), au cours desquelles ils ont abordé le rôle des incubateurs universitaires d'entreprises dans l'émergence de «l'étudiant entrepreneur», et dans l'accompagnement des start-ups en général. La rencontre a été ponctuée par la lecture d'un certain nombre de recommandations dans lesquelles «la nécessité de développer des mécanismes efficaces pour soutenir, financer et accompagner les start-ups, et encourager l'innovation dans le domaine des sciences humaines et sociales» a été mise en exergue, de même que «la nécessité d'enseigner l'entrepreneuriat comme matière principale tout au long du cursus universitaire et dans toutes les disciplines».

BEJAIA

Une caravane du CSJ à Akbou

Une caravane du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) est arrivée, lundi à Akbou (Bejaia), pour une rencontre avec des jeunes de la wilaya, afin d'échanger sur les questions de l'heure, notamment la quête des voies et moyens à même de les impliquer davantage dans la vie politique et de les inciter à s'engager fortement dans leur environnement politique économique et sociale.

La rencontre qui a réuni une cinquantaine de participants, issus de toutes les régions de la wilaya, et qui constitue un prélude à une rencontre nationale de la jeunesse, prévue en mai prochain, a permis de débattre de plusieurs thématiques, dont la participation des jeunes dans la vie politique et leur engagement dans les processus électoraux ainsi que leur implication dans les conseils municipaux en rapport avec le dévelop-

pement local.

Trois ateliers, animés et encadrés par des enseignants universitaires, ont été ouverts à cet effet, avec l'objectif de formuler, à termes, des avis et des recommandations destinés à être soumis à la rencontre du CSJ de mai, attendue pour tracer, une feuille de route nationale. Cette caravane a déjà atterri à Batna, Bouandès (Sétif), avant de marquer cette ultime halte à Akbou.

NÂAMA

Une mission d'information provisoire de l'APN en visite dans la wilaya

Une mission d'information provisoire de la commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN) effectue une visite dans la wilaya de Nâama, a-t-on appris, lundi, auprès de la cellule de communication de la wilaya. Cette mission, menée par le président de la Commission de l'APN, Kamel Laouisset, poursuit lundi sa visite, entamée dimanche, pour s'enquérir de la situation de gestion de plusieurs structures et services fournis aux citoyens, à travers différentes communes de la wilaya, à l'instar des gares de transport de voyageurs, du centre de maintenance des trains, l'aérodrome "Cheikh Bouâmama" de Mecheria, les centres de dépôt et distribution postaux et les agences d'opérateurs de téléphonie mobile, a-t-on indiqué. Le président de la Commission, Kamel Laouisset, a souligné, lors d'une rencon-

tre présidée par le wali de Nâama, LounesBouzagza, dimanche soir à la salle de réunions du siège de la wilaya, que "l'objectif de cette mission est de faire le point sur la situation dans les secteurs des transports, des postes et des télécommunications, d'inspecter les projets réalisés et les déficiences enregistrées qui leur sont liées". Il a ajouté que "les programmes alloués par l'Etat et les budgets importants consacrés à ces secteurs ont permis la réalisation de grandes structures et infrastructures, qui fournissent des services de haute qualité au citoyen, ce que l'on constate dans la généralisation et le développement du réseau routier, du transport ferroviaire et aérien, ainsi que des services de communication, du réseau Internet et du changement qualitatif que connaissent ces domaines, notamment à l'échelle des régions des plateaux du grand sud, et ce dans le souci de réali-

ser un développement territorial équilibré". Cette rencontre, à laquelle ont assisté des élus de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), des représentants du mouvement associatif, de la société civile de la wilaya, a été marquée par la présentation de deux exposés sur la réalité et les perspectives des secteurs des transports et de la poste et télécommunications de la wilaya de Nâama.

Des préoccupations ont été aussi soulevées par les habitants de la wilaya, notamment la nécessité d'ouvrir des lignes aériennes internes vers et de l'aérodrome "Cheikh Bouâmama" de Mecheria, ainsi que des lignes ferroviaires de banlieue, de renforcer les bus de l'entreprise de transport urbain et suburbain, en plus de trouver des solutions efficaces à l'accumulation de sable sur la ligne ferroviaire et le réseau routier de la wilaya, a conclu la même source.

DES DIFFICULTÉS SE PROFILENT À L’HORIZON

L’économie mondiale reste résiliente, mais la croissance est inégale

Les décideurs doivent donner la priorité à des mesures qui appuieront la résilience de l’économie, notamment renforcer les finances publiques et raviver les perspectives de croissance économique

Pierre-Olivier Gourinchas

Malgré des prédictions pessimistes, la résilience de l’économie mondiale demeure remarquable : la croissance reste stable et l’inflation retombe presque aussi vite qu’elle s’était envolée. Les obstacles ont pourtant été nombreux. En effet, au lendemain de la pandémie, les chaînes d’approvisionnement connaissent des perturbations ; une crise énergétique et alimentaire survient à la suite de la guerre que la Russie mène à l’Ukraine ; l’inflation flambe et, en réponse, la politique monétaire est resserée de manière synchronisée partout dans le monde. La croissance mondiale a atteint son point le plus bas, 2,3 %, à la fin de 2022, peu après que le taux médian d’inflation globale eut atteint un pic de 9,4 %. D’après les projections de notre nouvelle édition des Perspectives de l’économie mondiale, la croissance pour cette année et la suivante restera stable autour de 3,2 %, et le taux médian d’inflation globale baissera, passant de 2,8 % à la fin de 2024 à 2,4 % à la fin de 2025. La plupart des indicateurs continuent d’annoncer un atterrissage en douceur. En outre, les séquelles économiques des crises traversées en quatre ans devraient être moins graves que nous ne le craignons, même si les estimations varient d’un pays à l’autre. L’économie des États-Unis a déjà surpassé la tendance pré-pandémique. En revanche, nous estimons désormais que les séquelles seront plus profondes pour les pays en développement à faible revenu, dont bon nombre peinent encore à tourner la page de la pandémie et de la crise du coût de la vie. La résilience de la croissance et la rapidité de la désinflation s’expliquent par l’évolution favorable de l’offre, notamment la dissipation des chocs sur les prix de l’énergie et le rebond marqué de l’offre de main-d’œuvre soutenu par l’importante immigration dans de nombreux pays avancés. Les mesures prises sur le plan de la politique monétaire ont contribué à ancrer les anticipations d’inflation, bien qu’il semble que la transmission de leurs effets soit moins efficace parce que les prêts hypothécaires à taux fixe sont aujourd’hui plus répandus à l’échelle mondiale. Malgré ces évolutions bienvenues, de nombreuses difficultés persistent et des mesures décisives s’imposent.

Les risques liés à l’inflation subsistent

La priorité reste de ramener l’inflation à la cible fixée. Bien que les tendances

soient encourageantes, il reste du chemin à parcourir. Le mouvement de retour de l’inflation à son niveau cible semble s’être interrompu depuis le début de l’année, ce qui est quelque peu préoccupant. Il pourrait s’agit d’un revers temporaire, mais la vigilance reste de mise. Les progrès sont en grande partie imputables à la baisse des prix de l’énergie et celle de l’inflation des biens. Cette dernière a été favorisée tant par l’atténuation des perturbations de la chaîne d’approvisionnement que par la baisse des prix à l’exportation depuis la Chine. Mais les prix du pétrole augmentent depuis peu, en raison notamment des tensions géopolitiques, et l’inflation des services reste obstinément élevée. L’imposition de restrictions supplémentaires sur les exportations chinoises pourrait également pousser l’inflation des biens à la hausse.

Les disparités économiques se creusent

En outre, la résilience de l’économie mondiale masque de grandes disparités entre les pays. Les excellents résultats observés récemment aux États-Unis s’expliquent par une croissance marquée de la productivité et de l’emploi, mais aussi par une forte demande dans une économie toujours en surchauffe. La Réserve fédérale devrait donc aborder l’assouplissement de sa politique avec prudence et progressivité. L’orientation budgétaire est incompatible avec la viabilité des finances publiques, ce qui est particulièrement préoccupant. Ceci fait peser des risques, à court terme, sur le processus de désinflation et, à plus long terme, sur la santé budgétaire et la stabilité financière de l’économie mondiale. Il faudra procéder à des arbitrages. Dans la zone euro, la croissance s’accélérera, mais à partir de niveaux très bas : les effets prolongés des chocs antérieurs et de la politique monétaire restrictive freinent l’activité économique. Si la croissance des salaires reste élevée et que l’inflation des services persiste, le retour de l’inflation au niveau cible pourrait être retardé. Toutefois, contrairement aux États-Unis, on ne voit guère de signe de surchauffe et la Banque centrale européenne devra orchestrer avec soin un assouplissement monétaire progressif afin d’éviter une inflation inférieure à l’objectif fixé. La solidité apparente des marchés du travail pourrait être illusoire s’il s’avère que les entreprises européennes thésaurisent la main-d’œuvre en prévision d’une reprise de l’activité et que cette dernière finit par ne pas se concrétiser. L’économie chinoise continue de pâtir du fléchissement de son secteur immobilier. Les phases d’essor et d’effondrement du

crédit ne se résolvent jamais rapidement et celle-ci ne fait pas exception. La demande intérieure demeurera léthargique, à moins que des mesures décisives ne s’attaquent aux causes profondes. La contraction de la demande intérieure pourrait bien provoquer une hausse des excédents extérieurs, ce qui risquerait d’exacerber les tensions commerciales dans un contexte géopolitique déjà délicat. Beaucoup d’autres grands pays émergents ont le vent en poupe, certains surfant sur la reconfiguration des chaînes d’approvisionnement mondiales et la montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis. L’empreinte de ces pays sur l’économie mondiale s’étend.

Quelles politiques adopter ?

Les décideurs doivent dorénavant donner la priorité aux mesures qui préserveront ou renforceront la résilience de l’économie mondiale. Premièrement, il faut reconstituer la marge de manœuvre budgétaire. Alors même que l’inflation recule, les taux d’intérêt réels restent élevés et la dynamique de la dette souveraine est devenue moins favorable. Lorsqu’il est crédible, le rééquilibrage budgétaire contribue à réduire les coûts de financement, à aménager de l’espace budgétaire et à améliorer la stabilité financière. Malheureusement, les projets de rééquilibrage sont insuffisants à ce jour et le nombre record d’élections programmées cette année pourrait les mettre à mal. S’il n’est jamais aisé d’entreprendre un rééquilibrage budgétaire, il est préférable de ne pas attendre que les marchés en dictent les conditions. Mieux vaut commencer sans tarder, de façon progressive et réaliste. Une fois que l’inflation est sous contrôle, un rééquilibrage crédible, étalé sur plusieurs années, ouvrira la voie à un assouplissement accru de la politique monétaire. À ce sujet, l’épisode de rééquilibrage budgétaire et d’assouplissement monétaire mené en 1993 aux États-Unis constitue un exemple à suivre. Deuxième priorité : inverser le déclin des perspectives de croissance à moyen terme. Le ralentissement de l’activité économique observé antérieurement s’explique en partie par un accroissement de la mauvaise allocation du capital et de la main-d’œuvre au sein des secteurs et des pays. Accélérer l’allocation des ressources et en rehausser l’efficacité stimulerait la croissance. Les pays à faible revenu devraient entreprendre des réformes structurelles pour promouvoir des investissements intérieurs et des investissements directs étrangers et pour

renforcer la mobilisation de ressources intérieures, ce qui contribuerait à réduire le coût des emprunts et les besoins de financement. Ils doivent également s’atteler à améliorer le capital humain de leur vaste population jeune, compte tenu du rapide vieillissement démographique du reste du monde. L’intelligence artificielle porte aussi la promesse de gains de productivité, mais il existe un risque élevé de graves perturbations dans les marchés de la main-d’œuvre et de la finance. Pour que l’intelligence artificielle profite à tous, les pays doivent améliorer leur infrastructure numérique, investir dans le capital humain et s’entendre sur des règles mondiales dans ce domaine. Les perspectives de croissance à moyen terme sont également compromises par la fragmentation géoéconomique grandissante et l’augmentation des mesures restrictives de politiques commerciale et industrielle. Il en résulte déjà une transformation des liens commerciaux qui pourrait entraîner des pertes d’efficacité. En définitive, l’économie mondiale pourrait y perdre en résilience ; mais les effets plus perniciose s’étendent à la coopération mondiale, et il est encore temps de changer de cap. Troisièmement, l’amélioration depuis quelques années des cadres de politique monétaire, budgétaire et financière constitue une grande réussite, en particulier dans les pays émergents. Cette amélioration a contribué à accroître la résilience du système financier mondial et à éviter une flambée permanente de l’inflation. Il sera essentiel de préserver ces gains, y compris de protéger l’indépendance durement acquise des banques centrales. Enfin, la transition écologique requiert d’immenses investissements. La réduction des émissions est compatible avec la croissance, comme en témoigne la baisse de l’empreinte carbone de l’activité économique en quelques décennies. Néanmoins, les émissions continuent d’augmenter. Il faudrait faire beaucoup plus, et vite. Le rythme d’accroissement de l’investissement vert est bon dans les pays avancés et en Chine. Les autres pays émergents et les pays en développement doivent à présent consentir le plus grand effort en accélérant considérablement la croissance des investissements verts, tout en réduisant l’investissement dans les combustibles fossiles. Pour cela, ils auront besoin de transferts technologiques de la part des pays avancés et de la Chine, ainsi que de financements importants des secteurs privé et public. Sur ces points, comme sur tant d’autres, les cadres multilatéraux et la coopération demeurent indispensables pour avancer.

Source : FMI

EGYPTE

Le Caire bénéficiera d'un soutien budgétaire de 400 millions \$ de la part du Royaume-Uni

L'enveloppe, qui devrait être décaissée en deux tranches, montre que le soutien international au pays le plus peuplé du monde arabe ne faiblit pas.

L'Egypte s'attend à recevoir une aide budgétaire de 400 millions de dollars de la part du Royaume-Uni, au cours des deux prochaines années, a rapporté Bloomberg ce lundi 22 avril 2024, citant la ministre égyptienne de la Coopération internationale, Rania Al-Mashat (photo). « Cette somme viendra s'ajouter au soutien budgétaire de la Banque mondiale, qui fait partie d'un programme triennal de 6 milliards de dollars déjà annoncé », a déclaré la ministre en marge des réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale qui se tiennent à Washington. « L'Egypte espère recevoir les premières tranches de 200 millions de dollars du Royaume-Uni et de 500 millions de dollars de l'institution financière multilatérale, d'ici juillet prochain. Des tranches similaires seront décaissées au cours de l'exercice fiscal suivant », a-t-elle ajouté. Confronté à des difficultés financières consécutives aux chocs liés à la pandémie de covid-19, à la guerre en Ukraine et au conflit opposant Israël au mouvement palestinien Hamas, le pays le plus peuplé du monde arabe a déjà obtenu des financements d'un montant cumulé d'environ 57 milliards de dollars de la part d'institutions financières internationales et de ses alliés régionaux pour ranimer son économie exsangue. Plus de la moitié de cette somme globale provient d'un accord avec les Emirats arabes unis annoncé en février 2024 et présenté comme le plus important investissement étranger jamais réalisé en Egypte. Cet accord de 35 milliards de dollars a permis au Caire de faire flotter sa monnaie, une réforme attendue depuis longtemps qui a facilité à son tour le déblocage de financements supplémentaires par le FMI, l'Union européenne, la Banque mondiale et d'autres institutions.

SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER EN TUNISIE

Quel rôle dans la mise en œuvre de la refonte du code des changes ?

Le secteur bancaire et financier joue un rôle crucial dans la mise en œuvre d'une refonte du code des changes en Tunisie.

En tant qu'intermédiaires principaux dans les transactions financières internationales, les banques et autres institutions financières sont au cœur du processus de change. Mohamed Adem Mokrani, avocat en droit des affaires et consultant économique, a dévoilé que l'une des premières tâches pour le secteur bancaire sera de se mettre à jour avec les nouvelles réglementations. Le secteur bancaire et financier joue un rôle crucial dans la mise en œuvre d'une refonte du code des changes en Tunisie. En tant qu'intermédiaires principaux dans les transactions financières internationales, les banques et autres institutions financières sont au cœur du processus de change. Leur capacité à s'adapter aux nouvelles réglementations, à offrir des services conformes aux standards internationaux et à répondre efficacement aux besoins des clients est essentielle pour le succès de cette réforme.

A cet effet, Mohamed Adem Mokrani, avocat en droit des affaires et consultant économique, a dévoilé que l'une des premières tâches pour le secteur bancaire sera de se mettre à jour avec les nouvelles réglementations.

Renforcer les systèmes de conformité et de surveillance

«Cela implique non seulement des modifications dans les systèmes informatiques et opérationnels, mais, aussi, une formation approfondie du personnel pour assurer une compréhension et une application correctes des nouvelles dispositions. Les banques devront, également, développer de nouveaux produits et services financiers qui tirent parti de la flexibilité accrue permise par la refonte du code. Par exemple, elles pourraient proposer des services de gestion de devises plus sophistiqués, de nouveaux instruments de couverture pour se protéger contre les risques de change,

ou des solutions pour faciliter le commerce électronique et les paiements internationaux », a expliqué Mokrani. En outre, la collaboration étroite entre les banques, la Banque centrale de Tunisie et les autres régulateurs est indispensable pour assurer une transition en douceur vers le nouveau régime. Cette coopération peut prendre la forme de groupes de travail conjoints, de séminaires de formation et d'échanges réguliers sur les meilleures pratiques et les défis rencontrés. Selon cet expert, il est également important que le secteur bancaire renforce ses systèmes de conformité et de surveillance pour détecter et prévenir les transactions illégales, en particulier dans le contexte de l'ouverture accrue des transactions en cryptoactifs. Des mesures strictes de conformité aideront à maintenir la réputation du système financier tunisien et à prévenir le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

OMAN

Bonne perspective économique

L'agence de notation Standards & Poors a réhaussé à « positive » la perspective économique d'Oman. L'agence estime ainsi que la position fiscale du gouvernement s'est renforcée cette année (surplus de 2,6% du PIB) grâce à des réformes fiscales efficaces, et félicite le pays pour avoir réduit

la dette nette du pays de 7,7% à 2,6% du PIB entre 2022 et 2023. Elle juge que les réformes économiques engagées sont positives, et que la conjoncture actuelle, avec des prix du pétrole élevés, contribuent à améliorer la position d'Oman. S&P indique qu'elle pourrait rehaus-

ser la note du pays (actuellement de BB+/B) si les excédents budgétaires prévus contribuaient à faire diminuer les dettes souveraines et des entreprises possédées par l'état ? Oman a annoncé l'établissement d'une nouvelle institution de régulation financière, la Fi-

nancial Services Authority, en remplacement de l'ancienne Capital Market Authority. Cette nouvelle autorité disposera d'un champ d'expertise étendu à l'audit et à la comptabilité, en plus de ses attributions antérieures sur le marché de capitaux et le secteur des assurances.

KOWEÏT

Fusion entre Kuwait National Petroleum et Kuwait Integrated Petroleum Industries Company

La fusion entre Kuwait National Petroleum (KNPC) et Kuwait Integrated Petroleum Industries Company (KIPIC) progresse et devrait être conclue début mai. L'entité KIPIC sera dissoute et intégrée dans KNPC, qui sera structurée autour de 3 axes : production et opération, services de raffinerie et export. Cette fusion participe à la dynamique de consolidation de ses 8 filiales engagée par Kuwait Petroleum Corporation (à qui appartiennent KNPC et KIPIC) pour exploiter des synergies et améliorer son efficacité opérationnelle.

Par ailleurs, la première phase d'étude du projet de liaison ferroviaire entre le Koweït et le Royaume d'Arabie Saoudite sera achevée dans les trois prochains mois, d'après des sources du ministère des Travaux publics. La seconde phase, celle de la conception, nécessitera environ un an tandis que la troisième phase assurera la mise en œuvre dans un délai de trois ans pour une finalisation du projet en 2028. Les projets de lignes ferroviaires au sein du GCC ont connu un regain d'intérêt depuis décembre 2021, après une décennie morose où les plans dressés en

2009 avaient été progressivement abandonnés suite aux baisses du prix du pétrole puis aux tensions géopolitiques liées au blocus du Qatar. La mise en service d'une ligne qui relierait Koweït City à Muscat pourrait avoir des retombées bienvenues sur les flux touristiques régionaux, et signaler une nouvelle étape dans le lent processus d'intégration régional. Dans le transport aérien, des entreprises chinoises seraient en pole position pour remporter les contrats liés au projet Air Cargo City, qui devrait couvrir une superficie de 300 hectares à

l'aéroport international de Koweït. Les contrats concernent la construction de plusieurs bâtiments mais aussi des services d'infrastructure, afin de consolider la position de hub logistique de l'aéroport international de Koweït. L'administration insiste sur le respect d'une procédure d'enchère publique et équitable, mais l'expérience des compagnies chinoises dans le domaine les placent en favoris, et serait dans la continuité de la relation bilatérale sino-koweïtienne et de la signature en Septembre 2023 de grands contrats de construction.

AU 1ER TRIMESTRE 2024

Les importations chinoises en provenance de l’Afrique ont augmenté de 8%, à 29,4 milliards \$

La hausse des importations chinoises provenant du continent africain s’explique essentiellement par l’augmentation des importations de minerais, en particulier les métaux utilisés pour la production de batteries de véhicules électriques et l’or, ainsi que l’envolée des cours de plusieurs matières premières.

Les importations chinoises en provenance d’Afrique ont augmenté de 8 % durant le premier trimestre 2024 pour s’établir à 29,42 milliards de dollars, selon des données publiées le samedi 20 avril par l’administration générale de la douane chinoise. Cette augmentation découle essentiellement de la hausse des importations de minerais, en particulier les métaux utilisés pour la production de batteries de véhicules électriques et l’or. Elle a été également favorisée par la hausse des cours de plusieurs matières premières et les mesures incitatives prises par Pékin pour développer le commerce avec l’Afrique, comme la suppression des droits de douane sur 98% des produits importés de plus de vingt pays du continent. L’administration générale de la douane chi-

noise a également précisé que les exportations de la Chine vers l’Afrique ont augmenté de 4,4 % entre le 1er janvier et le 31 mars 2024 pour atteindre 41,4 milliards de dollars. Les échanges commerciaux entre l’empire du Milieu et l’Afrique ont ainsi augmenté de 5,9 % en glissement annuel durant les trois premiers mois de l’année en cours pour s’établir à 70,86 milliards de dollars. Les exportations chinoises vers l’Afrique sont essentiellement composées de produits finis (textile-habillement, machines, électronique, etc.), tandis que les importations africaines vers l’empire du Milieu sont dominées par les matières premières comme le pétrole brut, le cuivre, le cobalt et le minerai de fer ; d’où un excédent commercial chronique en faveur de la Chine.

Afin de réduire ce déséquilibre commercial, Pékin a supprimé les droits de douane sur 98 % des produits importés de 21 pays africains, dont l’Ethiopie, la Guinée, le Mozambique, le Rwanda et le Togo. Ce démantèlement tarifaire fait suite à l’annonce du président chinois, Xi Jinping, lors de la 8e Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC 8) tenue à Dakar en novembre 2021, relative à l’intention de Pékin d’augmenter ses importations de produits agricoles africains. Le dirigeant chinois avait alors indiqué que l’objectif est de porter le total des importations chinoises en provenance du continent africain à 100 milliards de dollars par an à partir de 2022, puis à 300 milliards de dollars par an à l’horizon 2035.

NIGERIA

Le pays cherche à obtenir jusqu’à 2,25 milliards \$ de prêts de la Banque mondiale

Abuja s’attend à ce que le conseil d’administration de l’institution financière multilatérale approuve sa demande de financement en juin prochain. Le gouvernement nigérian a annoncé, dans un communiqué publié le lundi 22 avril 2024, qu’il cherche à mobiliser jusqu’à 2,25 milliards de dollars de financements sous forme de prêt auprès de la Banque mondiale. Abuja espère l’approbation du conseil d’administration de l’institution financière multilatérale en juin prochain, a-t-on précisé de même source. Les prêts de la Banque mondiale comprendraient 1,5 milliard de dollars à titre de financement à l’appui des politiques de développement

(DPF, fonds pour un soutien budgétaires d’ordre général et sans affectation spécifique) et 750 millions de dollars dans le cadre d’un Programme axé sur les résultats (PforR, apport de fonds pour un programme de dépenses spécifique). Cité dans le communiqué publié à l’issue des réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, le ministre des Finances nigérian, WaleEdu (photo), a indiqué que le Nigeria prévoit aussi d’émettre des obligations de la diaspora, d’ici la fin de l’année en cours, afin d’attirer les devises étrangères dont le pays a tant besoin. Entré en fonction en mai 2023, le président nigé-

rian, Bola Tinubu, a hérité d’une économie plombée par une dette record, un taux de chômage endémique, et un financement important du budget par la Banque centrale. Il a déjà engagé plusieurs réformes économiques audacieuses, dont la suppression des subventions sur le carburant et l’unification du taux de change du naira. Ces réformes ont été bien accueillies par les investisseurs locaux et étrangers, mais ont provoqué une flambée du coût de la vie. En mars 2024, l’inflation a atteint 33,92%, son plus haut niveau depuis plus de 27 ans, alors que le naira s’est déprécié de 49 % par rapport au billet vert, durant l’année écoulée.

TANZANIE

Les ventes de maïs vers le Kenya ont chuté de 42 % à 412 000 tonnes en 2022/2023

Le Kenya affiche un déficit structurel en maïs. Pour combler ses besoins, le pays a principalement recours à un approvisionnement de proximité chez son voisin, la Tanzanie, premier producteur de la région est-africaine. En 2022/2023, le flux transfrontalier de maïs entre le Kenya et la Tanzanie a connu un ralentissement important. Selon les dernières données de Trade Data Monitor (TDM) relayées par le Département américain de l’agriculture (USDA), les achats de la céréale par le Kenya auprès de son voisin ont atteint environ 412 800 tonnes durant la campagne commerciale écoulée. Ce niveau est en recul d’environ 42 % par rapport au record enregistré l’année précédente (709 000 tonnes). À l’origine de cette contraction, les nouvelles mesures imposées par le gouvernement tanzanien. En juillet 2023, les autorités ont exigé en effet que les

acheteurs étrangers s’approvisionnent uniquement auprès des négociants locaux enregistrés officiellement alors que ceux-ci acquerraient jusqu’ici directement la céréale auprès des producteurs locaux au prix garanti. Selon les observateurs, cette injonction a conduit à une baisse des ventes de la part des importateurs dans la mesure où l’essentiel des négociants opérant sur le marché local, le fait de manière informelle. À cela s’ajoutent les restrictions imposées également durant l’année dernière sur l’octroi de permis d’exportation de maïs vers le Kenya et d’autres voisins régionaux en raison de la baisse de la production nationale. Face à cette situation, l’USDA rapporte que les acheteurs kenyans ont renforcé leurs recours à l’Afrique du Sud et à la Zambie. Les importations depuis ces deux pays d’Afrique australe sont ainsi passées de seulement 13 500 tonnes en 2021/2022 à plus de 152 500

tonnes en 2022/2023. Si le poids relatif de ce duo dans l’approvisionnement du Kenya en maïs reste encore faible (23 %) comparativement à celui de la Tanzanie (63 %), certains analystes indiquent que ce dernier pays devra désormais composer avec une concurrence rude à l’avenir notamment de la part de la nation arc-en-ciel. Le Kenya qui a levé depuis 2022, le moratoire sur les importations de maïs génétiquement modifié (GM) est ainsi devenu accessible au maïs GM sud-africain, ce qui pourrait encore plus attiser la confrontation face à la Tanzanie, principal producteur et exportateur de la céréale en Afrique de l’Est. Au-delà de la concurrence entre ces deux acteurs, le Kenya devrait avoir moins recours aux importations durant la campagne 2023/2024 grâce à une récolte qui devrait atteindre 3,7 millions de tonnes, soit 28 % de plus qu’un an plus tôt.

NAMIBIE

ReconAfrica annonce pour juin, le forage de son premier puits d’exploration onshore

En février, la compagnie canadienne ReconAfrica a annoncé que sa stratégie de prospection pétro-gazière pour 2024 intègre le forage de plusieurs puits d’exploration à terre, notamment dans la zone d’intérêt PEL 73 du bassin de Kavango. La compagnie canadienne ReconAfrica a livré jeudi 18 avril des détails au sujet de la campagne de forage 2024 qu’elle compte mettre en œuvre à terre dans le bassin Kavango, notamment dans le périmètre de la Damara Fold and Thrust Belt Area du PEL 73. L’entreprise prévoit de lancer les travaux de recherche sur ce site en juin 2024, à travers le forage d’un premier puits d’exploration baptisé Naingopo ciblant une réserve prospective de 163 millions de barils de pétrole et 843 milliards de pieds cubes de gaz naturel. Sur le plan opérationnel, ReconAfrica envisage de forer ce puits d’exploration jusqu’à une profondeur d’environ 12 500 pieds. Des travaux qui devraient inclure l’exécution d’opérations de diagraphie, de carottage et de test de débit, le tout sur une période de 90 jours. « Nous rencontrons cette semaine notre partenaire Namcor et le ministère des Mines et de l’Énergie afin de finaliser le programme de forage détaillé et les futurs plans de forage et d’acquisition de données sur le sous-sol », a déclaré Brian Reinsborough, le PDG ReconAfrica. Une fois ces étapes franchies, la plateforme de forage Jarvie-1 sera mobilisée sur le site pour le forage du puits Naingopo dont les résultats sont jugés déterminants dans la décision de ReconAfrica d’entreprendre le forage d’un deuxième puits sur le périmètre au 4ème trimestre.

ASIE

La Bourse de Tokyo finit en petite hausse, Hong Kong dynamique

La Bourse de Tokyo a légèrement prolongé mardi son rebond entamé la veille, encouragée par les gains de Wall Street lundi, tandis que la Bourse de Hong Kong continuait de grimper plus fortement. L'indice vedette Nikkei à Tokyo a progressé de 0,3% à 37.552,16 points et l'indice élargi Topix a gagné 0,14% à 2.666,23 points.

La Bourse de Hong Kong avançait de 1,71% vers 06H30 GMT, continuant notamment de profiter comme la veille de mesures annoncées en fin de semaine dernière par le régulateur boursier chinois pour doper l'attractivité financière de l'ancienne colonie britannique. Au-delà du rebond des actions américaines la veille, «les risques géopolitiques et la correction du marché boursier à cause de la montée des taux d'intérêt se sont calmés» a commenté Hiroshi Namioka, chef stra-

tégiste chez T&D Asset Management. En revanche, la chute du yen ne connaît pas de répit. La devise japonaise a atteint lundi un nouveau plus bas depuis 1990 face au dollar, lequel se rapproche des 155 yens, ravivant le risque d'une intervention du Japon sur le marché des changes. Le ministre japonais des Finances Shunichi Suzuki a prévenu mardi que le cadre avait été «fixé» pour prendre des «mesures appropriées», semblant ainsi faire allusion à l'assentiment implicite donné la semaine der-

nière par la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen à une éventuelle prochaine intervention du Japon pour défendre sa monnaie.

Honda mise sur le Canada

Honda (-0,5%) a décidé d'implanter une grande usine de véhicules électriques dans l'est du Canada, un projet de plusieurs milliards de dollars, a déclaré lundi à l'AFP une source gouvernementale canadienne, selon laquelle l'accord devrait être officiellement annoncé jeudi. La presse japonaise avait déjà évoqué début janvier ce projet, évalué à l'époque à 2000 milliards de yens (plus

de 12 milliards de dollars américains au taux de change actuel). Le dollar reste proche des 155 yens Le yen remontait un peu face au dollar, qui s'échangeait pour 154,78 yens vers 06H30 GMT contre 154,85 yens lundi à 21H00 GMT, ce qui était un nouveau record depuis 1990. La monnaie européenne valait 164,74 yens contre 164,98 yens la veille, et se dépréciait aussi un peu face au billet vert, à raison d'un euro pour 1,0644 dollar contre 1,0655 dollar lundi à 21H00 GMT. Le pétrole était en légère hausse : vers 06H20 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,2% à 82,06 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,21% à 87,18 dollars.

PARIS

En vert après la publication des indices PMI

La bourse de Paris gagne près de 0,3% ce matin, autour des 8070 points, bien aidée par le dynamisme de Publicis (+2,4%), Accor (+1,9%) ou encore Stellantis (+1,6%) ainsi que par les chiffres encourageants des PMI. En effet, l'indice flash PMI composite HCOB de l'activité globale dans la zone euro s'est redressé de 50,3 en mars à 51,4 en avril, signalant ainsi une deuxième hausse mensuelle consécutive des niveaux d'activité du secteur privé, après neuf mois de contraction économique de la région. Dans l'Hexagone, l'indice PMI composite HCOB de l'activité globale affiche pour sa part son plus haut niveau depuis mai 2023, retrouvant quasiment la barre de 50 qui sépare la contraction de la croissance. Il est ainsi passé de 48,3 en mars à 49,9 en estimation flash pour avril. Selon Oddo BHF, ce rebond des PMI vient conforter l'amorce d'une reprise après plusieurs trimestres de stagnation. Les marchés sont également soutenus par la solide clôture de Wall Street (+0,7% pour le Dow Jones, +0,9% pour le S&P 500). Les investisseurs restent par ailleurs à l'affût de l'évolution du rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans qui évolue autour des 4,63%, tandis que le

Bund allemand de même échéance approche des 2,5%. L'euro gagne 0,3% face au billet vert, à 1,0681\$/E, l'apaisement des tensions entre Israël et l'Iran ne détournant pas les investisseurs des actifs sûrs comme le dollar. Notons que le baril de Brent s'apprécie de 0,8% et s'échange contre 87,8\$, tandis que l'or cède 3,6%, à 2305 \$ l'once. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Renault Group affiche un chiffre d'affaires en hausse de 1,8% (+5,9% à changes constants) à 11,7 milliards d'euros pour le premier trimestre 2024, dont un CA de l'automobile en baisse de 0,7% (+3,6% à changes constants) à un peu plus de 10,4 milliards. Sanofi annonce que son étude de phase III LUNA 3 du rilzabrutinib pour le traitement de la thrombocytopénie immune (TPI) a atteint son critère d'évaluation primaire, en permettant aux patients d'atteindre une réponse plaquettaire durable. Enfin, Legrand annonce deux acquisitions (Enovation aux Pays-Bas et Netrack en Inde), dans les domaines porteurs de l'assistance à l'autonomie et la santé ainsi que dans les datacenters, 'venant renforcer les positions de leadership du groupe dans ses segments à plus forte croissance'.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 22 Avril 2024 Valeur : 24 Avril 2024				
P	BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.4771	134.4921
1	EUR	EURO	143.2450	143.3148
1	GBP	POUND STERLING	166.2880	166.3477
100	JPY	JAPANESE YEN	86.9614	86.9880
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5652	18.5675
1	CHF	SWISS FRANC	147.7770	147.8098
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.9012	97.9406
1	DKK	DANISH KRONE	19.2074	19.2112
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.3198	12.3228
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.1950	12.1985
1	AED	UAE DIRHAM	36.6113	36.6254
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8500	35.8569
1	KWD	KUWAITI DINAR	435.7651	436.6627
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.4275	42.8539
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.2582	13.2597
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4723	27.6130
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5407	3.5411
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.8978	176.8978

CAC 40

Les yeux rivés sur les trimestriels

Les places financières ont été quelque peu chahutées ces dernières semaines, rattrapées par les tensions géopolitiques au Moyen Orient et par la perspective d'un report de la première baisse de taux aux Etats-Unis, compte tenu de la robustesse de l'économie américaine et la remontée de l'inflation. Les grands indices ont ainsi subi quelques prises de bénéfices légitimes, après quatre mois de hausse ininterrompue. La volatilité remonte d'un cran et les grosses capitalisations en pâtissent. Les dernières données macroéconomiques ont, en effet, confirmé la bonne santé de l'économie américaine. L'indice ISM manufacturier repasse la barre des 50 (50.3 contre 47.8 le mois dernier) mais l'ISM services apparaît plus décevant à 51.4, contre 52.6 précédemment. Les commandes industrielles progressent de 1.4%, la produc-

tion industrielle de 0.4% et les ventes au détail sont en hausse de 0.7%. Le marché du travail reste également robuste. Le taux de chômage retombe à 3.8% avec 303 000 créations d'emplois (270K précédemment) et un salaire horaire en hausse de 0.3%. Concernant l'inflation, l'indice des prix à la consommation a affiché une croissance de 0.4%. Il ressort ainsi à 3.5% en rythme annuel (après un gain de 3.2% en février). L'indice des prix à la production a également déçu, progressant de 2.1% sur un an (1.6% en février). Ces publications ont annihilé les espoirs d'une baisse de taux en juin, comme l'ont confirmé les membres de la Fed. Cette dernière considère qu'il n'y a plus d'urgence à agir et qu'il faudra patienter davantage pour que les statistiques confirment que l'inflation se rapproche durablement de la cible des 2%.

7 baisses de taux anticipées en début d'année, plus que 3 en mars, le consensus s'attend maintenant à une seule baisse de taux aux Etats-Unis cette année. La probabilité d'un assouplissement monétaire en juin est tombée à 15% et 42% pour juillet, il semble donc fort probable que la Réserve fédérale attende septembre avant d'agir. De son côté, la BCE a prôné son indépendance vis-à-vis de la Fed et a ouvert la voie à une première baisse de taux en juin. L'inflation continue progressivement sa décrue en zone euro, à l'image de l'indice CPI en hausse de 2.4% sur un an (contre 2.6% en février) tandis que l'indice PPI recule de 1% (-0.9% le mois dernier). La conjoncture continue par ailleurs de se dégrader, comme l'atteste l'indice PMI manufacturier toujours en zone de contraction (46.1 contre 45.7 en février) tandis que les ventes au détail recu-

lement de 0.5%. Concernant les trimestriels, les premiers résultats des sociétés américaines apparaissent mitigés, avec notamment des révisions baissières des estimations du bénéfice net par action des valeurs de la santé alors que les valeurs financières ont surpris positivement. Pour le moment, 14% des sociétés du S&P500 ont dévoilé leurs résultats. 74% d'entre elles ont dépassé les attentes et les bénéfices sont supérieurs de 7.8% aux estimations. Les bénéfices ressortent en hausse de 0.5% au T1 (ils étaient attendus en hausse de 3.3% en mars). Selon le consensus Factset, ils devraient néanmoins progresser de plus de 7% au premier trimestre. Les prochaines publications devraient donc être déterminantes, afin de confirmer une nouvelle croissance des bénéfices.

ÉNERGIE SOLAIRE

Biden dévoile un plan de 7 milliards \$ de subventions

Le président américain a révélé lundi l'attribution de 7 milliards de dollars en subventions destinées à des initiatives solaires résidentielles, dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. Une annonce qui donne le coup d'envoi d'une semaine d'activités visant à promouvoir le bilan de l'administration Joe Biden, en campagne pour sa réélection, en matière de changement climatique.

Les États-Unis poursuivent leurs engagements dans les énergies propres. Joe Biden a annoncé lundi, à l'occasion de la Journée de la Terre, l'attribution de 7 milliards de dollars en subventions destinées à des initiatives solaires résidentielles, longtemps considérées comme difficile d'accès pour les Américains à faibles revenus, permettant d'alimenter près d'un million de ces foyers, selon la Maison blanche. Le financement de 7 milliards de dollars pour l'énergie solaire dans le cadre du concours de subventions « Solaire pour tous » de l'Agence pour la protection de l'environnement a été inclus dans l'Inflation Reduction Act (loi sur la réduction de l'inflation), texte phare de la présidence Biden sur le changement climatique. « Solaire pour tous va nous permettre de respirer mieux et plus proprement », a déclaré Joe Biden, soulignant que les foyers à faible revenu peuvent dépenser jusqu'à 30% de leur salaire en facture d'énergie. Cette mesure permettra de créer 200.000 emplois et de faire économiser environ 400 dollars par an aux ménages participant au programme, a, en outre, précisé la Maison-Blanche. Les subventions allouées profiteront à 60 entités gouvernementales et ONG qui soutiennent l'adoption de l'énergie solaire dans les communautés marginalisées, réduisant ainsi leurs coûts énergétiques. Parmi les lauréats figurent plusieurs organisations qui prévoient d'équiper en énergie solaire des foyers amérindiens dans des États tels que l'Alaska, l'Arizona, le Nouveau-Mexique et le Colorado. Le programme s'inscrit dans le cadre de l'objectif de Joe Biden, qui consiste à consacrer 40% des investissements fédéraux dans les énergies propres aux communautés défavorisées. L'annonce du programme a été effectuée lors d'un déplacement de Joe Biden en Virginie. Elle donne ainsi le coup d'envoi d'une semaine d'activités visant à promouvoir le bilan de l'administration du président, en campagne pour sa réélection, en matière de chan-

gement climatique. Il a d'ailleurs également annoncé l'ouverture des candidatures pour rejoindre l'American Climate Corps, un programme visant à préparer les jeunes à des emplois dans des secteurs liés au climat. Les jeunes électeurs sont une cible de choix pour le démocrate Joe Biden qui se prépare à affronter son prédécesseur républicain Donald Trump lors du scrutin présidentiel de novembre. « Je mettrai des dizaines de milliers de jeunes au travail, à l'avant-garde de notre résilience climatique et de notre avenir énergétique propre », a déclaré Joe Biden.

20 milliards de dollars pour des projets d'énergie propre

Le gouvernement américain avait déjà annoncé, début avril, des financements de 20 milliards de dollars pour des projets d'énergie propre et de lutte contre le changement climatique, une initiative orientée vers les communautés défavorisées, selon l'administration Biden. Ces subventions, dévoilées par l'EPA, l'agence américaine de protection de l'environnement, et par la vice-présidente démocrate Kamala Harris, visent à mobiliser des capitaux privés pour soutenir « des dizaines de milliers de projets » liés à la réduction de la pollution, des coûts énergétiques et à la promotion des énergies propres. Ces 20 milliards sont censés agir comme levier de financement pour attirer 7 dollars de capitaux privés pour 1 dollar de fonds publics, précise un communiqué de l'EPA. L'essentiel de la somme vient du Fonds de réduction des gaz à effet de serre, créé dans le cadre de l'Inflation Reduction Act. Ces fonds iront à huit organisations non-gouvernementales ou réseaux d'associations qui mobilisent prêts ou dons pour des projets d'énergie propre au niveau local. Quelque 70% des financements doivent être consacrés aux communautés défavorisées, avait expliqué Kamala Harris lors de l'annonce. « Lorsque le président Biden et moi avons mis en place le plus grand investisse-

ment de l'histoire de notre pays pour lutter contre la crise climatique et construire une économie basée sur les énergies propres, nous nous sommes assurés que chaque communauté serait en mesure de participer et d'en bénéficier », avait-elle indiqué. Les organisations à qui sont attribués ces fonds « contribueront à garantir que les familles, les petites entreprises et les dirigeants communautaires aient accès au capital dont ils ont besoin pour faire des projets climatiques et d'énergie propre une réalité dans leurs quartiers », avait-elle ajouté. Les projets financés vont de panneaux solaires dans un restaurant de Détroit à l'installation de pompes à chaleur dans des habitations défavorisées. Ils comprennent aussi la réhabilitation de bâtiments dans des communautés pauvres des Appalaches (Est) ou encore la fourniture de batteries de secours à des logements de personnes âgées en Floride.

Trop tôt pour tirer un bilan des plans d'investissement de Joe Biden

Les émissions de gaz à effet de serre des États-Unis ont diminué de 1,9% en 2023, selon un rapport en janvier du centre de recherche Rhodium Group. Cette baisse doit tripler pour que la première économie mondiale puisse tenir ses objectifs climatiques de l'accord de Paris. Les États-Unis se sont engagés à réduire de moitié leurs émissions d'ici 2030 par rapport à 2005. Pour l'instant, la baisse depuis 2005 est de 17,2%. La diminution des émissions en 2023, par rapport à 2022, est notamment due à la baisse de la production électrique avec du charbon. Si les États-Unis produisent toujours 17% de leur électricité avec cette source d'énergie parmi les plus émettrices, ce chiffre atteint un plus bas historique, selon le Rhodium Group. La production d'électricité est progressivement remplacée par des centrales au gaz et les énergies renouvelables, mais la première solution, également émettrice, progresse deux fois plus vite que la seconde.

AVEC TAP TO PAY

Payplug présente sa solution pour accepter les paiements sur smartphone

Payplug a récemment complété sa gamme de solutions de paiement en magasin avec Tap to Pay. C'est une application pour smartphone permettant aux commerçants d'encaisser directement sur leur appareil, sans aucun matériel supplémentaire. Cette technologie, également appelée SoftPOS, vient appuyer la promesse d'accessibilité de Payplug, en proposant plus de mobilité pour le paiement en magasin et en extérieur. Payplug est la solution de paiement française et omnicanale pensée pour les commerçants et e-commerçants de toutes tailles. La fintech propose un déploiement rapide du paiement en ligne comme en magasin. Bâtie sur des technologies de pointe, la plateforme Payplug offre aux commerçants une vision unifiée de leurs paiements tout en s'intégrant avec leurs outils métier, leur permettant ainsi de proposer une véritable expérience omnicanale. Son équipe de 350 spécialistes du paiement accompagne aujourd'hui plus de 17 000 marchands tels que Seagale et des grands groupes comme Maisons du Monde et Veepee. En accédant simplement à des paiements plus performants en ligne et/ou en magasin, ses clients peuvent proposer plus de fluidité lors de l'étape du paiement et gagner en conversion. Payplug fait partie du Groupe BPCE depuis 2017. Avec Tap to Pay, les commerçants peuvent encaisser les paiements sans contact par carte bancaire ou wallet comme Apple Pay (sur iPhone ou Apple Watch), Google Pay et Samsung Pay. Aucun matériel supplémentaire n'est requis et il n'y a pas de limite de montant : pour les paiements au-delà de 50 €, le code pin peut être saisi directement sur le smartphone. Ainsi, les commerçants peuvent : Saisir de nouvelles opportunités de vente : Plus besoin de se limiter au comptoir : le paiement sans contact s'effectue partout dans un magasin, sans lecteur de carte. Équipés d'un simple smartphone, les conseillers peuvent conclure la vente directement en rayon, sans passer par la caisse. Cela facilite également l'encaissement lors d'événements extérieurs, tels que les salons et les marchés.

CHALEUR, MALADIES, RAYONS UV...

L'ONU alerte sur les risques du réchauffement climatique pour les travailleurs

L'ONU a alerté ce lundi 22 avril que les travailleurs encouraient un cocktail de risques pour leur santé avec le changement climatique, près de 71% de la main-d'oeuvre mondiale étant susceptible de subir des chaleurs excessives. Un nombre "stupéfiant" de travailleurs sont exposés à un cocktail toxique de risques pour la santé liés au changement climatique et ils ne sont pas assez protégés par les réglementations existantes, alerte lundi 22 avril l'ONU. Le changement climatique provoqué par les activités humaines a déjà de lourdes conséquences sur la santé et la sécurité des travailleurs du monde entier, souvent les premiers à en subir les conséquences les plus néfastes, met en garde l'Organisation internationale du

travail (l'OIT) dans un rapport intitulé "Assurer la sécurité et la santé au travail à l'heure du changement climatique". "Un nombre stupéfiant de travailleurs sont déjà exposés aux risques liés au changement climatique sur leur lieu de travail, et ces chiffres ne feront probablement qu'empirer", souligne l'OIT.

2,4 milliards de travailleurs concernés

La chaleur excessive est la menace la plus immédiatement perceptible. Selon l'OIT, ce sont quasiment 71% de la main-d'oeuvre mondiale ou 2,4 milliards de travailleurs qui sont susceptibles d'être exposés à une chaleur excessive à un moment ou à un autre de leur travail, explique l'organisation, qui se base sur

des données de 2020. Vingt-ans plus tôt, la proportion était de 65,5%. Outre la chaleur excessive, les ouvriers agricoles, les cantonniers, ouvriers du bâtiment et autres personnes qui effectuent des travaux pénibles dans des climats chauds en particulier peuvent être exposés à un cocktail de dangers, indique le rapport: rayons UV, pollution de l'air, les maladies à transmission vectorielle (paludisme ou dengue par exemple dont l'aire géographique est influencée par le réchauffement) et les produits agrochimiques. Les personnes travaillant dans des environnements intérieurs chauds ou dans des espaces clos mal ventilés courent également un risque important. "Les travailleurs sont parmi les plus exposés aux risques liés au changement cli-

matique et pourtant, ils n'ont souvent d'autre choix que de continuer à travailler, même si les conditions sont dangereuses", indique le rapport.

23 millions d'accidents du travail

"C'est un problème énorme", a renchéri Manal Azzi, responsable de l'équipe Sécurité et santé au travail de l'OIT, avertissant que "les travailleurs sont souvent oubliés lorsque nous parlons du changement climatique, et que les impacts sur la santé sont très graves". Près de 23 millions d'accidents du travail attribués à une chaleur excessive sont signalés chaque année, coûtant environ 19.000 vies par an, selon l'OIT.

OPEL GRANDLAND

Au niveau supérieur

Le nouvel Opel Grandland grandit et profite de la plateforme STLA Medium de Stellantis pour annoncer une gamme comprenant des motorisations électriques, hybrides rechargeables ou à hybridation douce.

Si la première génération du Grandland correspondait étroitement au Peugeot 3008, la deuxième grandit et s'émancipe de son cousin devenu SUV-fastback pour se rapprocher du nouveau Peugeot 5008 dont les dimensions ont explosé. Mais au-delà de son gabarit majoré et de son style rénové, le nouvel Opel Grandland se distingue par l'utilisation de la plateforme STLA Medium de Stellantis qui l'autorise à proposer une gamme de motorisations qui ratisse très large : essence MHEV, essence PHEV et électrique.

Opel Grandland - Le style

Avec le fameux Opel Vizor et le pli central du capot (Opel Compass) doublé d'un troisième feu stop vertical, le design s'inscrit parfaitement dans la veine des nouvelles Opel - Mokka et Astra en tête - mais se distingue par des bas de vitres latérales sans joint visible et la Edge Light Technology - des éléments en polycarbonate rétroéclairés dont seule l'extrémité est lumineuse - pour l'éclairage diurne et le nouveau logo. En option ou sur les finitions hautes, Opel propose l'éclairage Intelli-Lux Pixel Matrix HD composé de 25.600 éléments LED par phare. Le hayon est marqué par l'absence du logo, remplacé par le nom Opel en toutes lettres lumineuses et le lettrage GRANDLAND embossé dans la tôle plutôt que composé d'éléments chromés.

Opel Grandland - Dimensions et coffre

La deuxième génération s'étire sur 4650 mm de long (+173 mm) pour 1890 mm de large et 1640 mm de haut. Surtout, il profite d'un empattement de 2.784 mm pour soigner ses aspects pratiques (35 litres de rangements disséminés dans l'habitacle) et offrir beaucoup d'espace aux passagers à l'arrière. Cependant, Opel n'évoque pas encore de configuration 7 places comme pour le Peugeot 5008 (encore plus grand il est vrai) et se limite donc à une banquette trois places rabattable en trois parties 40:20:40 pour sa modularité. Le volume du coffre est de 550 l sous tablette tous sièges en place et peut atteindre 1641 l une fois la banquette rabattue.

Opel Grandland - Habitacle

Une fois à l'intérieur du nouveau Grandland, le conducteur s'assied derrière un volant dont le moyeu évoque l'Opel Vizor. Par contre, le grand SUV au blitz fait l'impasse sur le « Pure Panel » en séparant nettement l'écran du tableau de bord (10 pouces) de la tablette tactile centrale d'une diagonale de 16 pouces. Toutefois, Opel prévoit un « Pure Mode » qui réduit l'affichage aux informations essentielles pour minimiser les distractions. Le système multi-



média pourra intégrer les mises à jour OTA à distance, un affichage tête haute, un planificateur d'itinéraire amélioré et un assistant virtuel utilisant ChatGPT. Originalité la recharge sans fil de votre smartphone Android ou Apple se fait dans une « Pixel Box » dont la paroi verticale permet de voir l'écran du téléphone pendant qu'il charge. En sus, Opel propose les sièges Intelli-Seat certifiés AGR et dont l'assise comprend une rainure centrale qui doit soulager la pression sur la colonne vertébrale et améliorer le confort sur longue distance, en plus des fonctions de chauffage, de massage et de ventilation.

Opel Grandland - Motorisations, batterie et autonomie

Les informations techniques restent succinctes mais l'on sait déjà que la variante électrique dispose d'un pack de batteries de 98 kWh pour une autonomie WLTP de 700 km. La recharge rapide sur une borne DC permettra de passer de 10 à 80 % en 26 minutes, la puissance maximale de charge devant être de 160 kW comme pour le E-5008. La gamme comprendra également une version hybride rechargeable disposant d'une autonomie électrique de 85 km et une motorisation à hybridation douce en 48 V qui allie un 3 cylindres 1,2 l turbo et un moteur électrique de 28 ch/55 Nm pour une puissance combinée de 136 ch, toutes en traction. Toutefois, une version électrique à deux moteurs et transmission intégrale n'est pas exclue ultérieurement.



Une IA contrôle pour la première fois un avion de chasse dans un combat aérien d'entraînement

On n'arrête plus vraiment l'intelligence artificielle. Celle-ci a ainsi participé à un combat d'entraînement en pilotant un des deux avions de chasse qui s'affrontaient !



La question de l'usage militaire possible de l'IA a beaucoup fait parler depuis l'émergence de la technologie et la publicité mondiale fournie par ChatGPT. Aux États-Unis, certains changements dans la politique d'OpenAI, rendant la start-up plus à même de travailler avec le monde militaire, avait déjà fait du bruit. Il faut dire que les avancées sont très rapides, comme le montre ce combat d'entraînement assez futuriste.

L'IA a fait tout le boulot

L'agence de recherche et développement du département de la Défense des États-Unis, la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA), a fait

une annonce assez insolite. Elle vient en effet de révéler avoir mené au mois de septembre 2023 un test grandeur nature de la capacité d'une IA à effectuer un combat aérien, sans aide humaine.

Pour ce faire, elle a installé, aux côtés de pilotes humains, un système IA dans l'avion expérimental X-62A. Ce dernier avait la charge de piloter l'avion en combat, même si les humains pouvaient reprendre le contrôle à tout moment. Face à lui, un F16 classique aux mains d'un être humain.

Les deux adversaires ont ensuite combattu, allant jusqu'à se rapprocher l'un de l'autre à 600 mètres de distance, en volant à près de 2000 km/h. Un affrontement durant lequel les pilotes humains n'ont pas une fois dû prendre la place de l'IA !

On ne connaît pas le vainqueur

L'expérience, qui s'est passée au niveau de la base Edwards de l'Air Force, en Californie, a semble-t-il été concluante pour les chercheurs. « Le combat aérien était le problème à résoudre pour pouvoir commencer à tester des systèmes d'intelligence artificielle autonomes dans les airs » a ainsi indiqué le pilote en chef de l'école des pilotes d'essai de l'armée de l'Air, Bill Gray. Malheureusement, la communication sur cet événement inédit n'a pas été complète, puisque l'armée américaine n'a pas fourni l'identité du vainqueur de ce combat. Ce test s'inscrit dans la volonté des forces militaires des États-Unis de développer des systèmes IA pour sa flotte de drones et sa défense, comme l'avait révélé l'an dernier le Wall Street Journal.

La très controversée loi américaine sur l'espionnage renouvelée pendant deux ans

Les États-Unis viennent de renouveler pour deux ans la loi Fisa qui permet de surveiller n'importe quel citoyen étranger hors du sol américain et ce, malgré des débats houleux. Un nouvel amendement a même été adopté qui élargit le champ d'application.

Le président américain Joe Biden vient de signer le prolongement d'une loi très controversée qui permet au gouvernement américain de collecter et partager les données personnelles des citoyens étrangers, y compris européens. Cette loi, appelée Fisa (Foreign Intelligence Surveillance Act), date de 1978 et doit être renouvelée tous les deux ans.

Toutefois, ce qui fait le plus débat chez les défenseurs de la vie privée est la section 702, qui fait partie d'un amendement de 2008. Celui-ci oblige les fournisseurs de services de communications américains à fournir aux autorités américaines des données enregistrées sur leurs serveurs concernant les citoyens étrangers et situés à l'étranger, et ce, sans mandat. En clair, les États-Unis peuvent demander à des sociétés comme Google les e-mails, photos et fichiers de n'importe quel citoyen européen.

Un champ d'application encore plus vaste

De plus, un nouvel amendement a été voté qui élargit la portée de la loi. Selon une analyse de Marc Zwillinger, ainsi qu'un article de Fortune, elle ne s'applique plus seulement aux fournisseurs de services de communication. Elle concerne désormais les fournisseurs de services tout court, du moment qu'ils ont un accès physique aux serveurs. Tel qu'il a été écrit, cet amendement pourrait même s'appliquer à des services de ménage ou même des livreurs... Le champ est tellement vaste que les auteurs ont dû inclure des exceptions pour les hôtels, restaurants et centres sociaux. Ceci est bien entendu incompatible avec le RGPD (Règlement général sur la protection des données) en Europe. Et il ne suffit pas que l'entreprise propose des serveurs en Europe. Toutes les entreprises américaines sont concernées, peu importe où se trouvent leurs serveurs. Cette évolution met l'accent sur l'importance de développer une offre complète européenne, et notamment le projet européen de certification cloud, l'European Union cybersecurity scheme for Cloud Services (EUCS).

■ Brèves

Free Mobile muscle son réseau pour les cerfs-volants

Les rencontres internationales du cerfs-volants attirent énormément de visiteurs dans la ville de Berck (du 20 au 28 avril). Pour faire face à cette affluence et limiter la congestion de son réseau cellulaire, Free Mobile a décidé de déployer sur place un camion relais 3G/4G/5G. Doté d'une liaison fibre optique de 10Gb/s, ce camion est configuré « pour 2 secteurs en 4x4 mimo et dispose des fréquences 900 MHz (3G), 700/1800/2100/2600 MHz (4G) et 700/3500 MHz (5G) » selon le service de communication de Free Mobile.

Sport 2000 cyberattaqué

L'enseigne de vêtements et d'accessoires a publié une alerte sur un incident de sécurité en fin de semaine dernière. Elle explique que des données clients ont pu être dérobées. Parmi elles, on retrouve le nom, prénom, adresse postale et mail, mais aussi numéro de carte de fidélité, le montant et le nombre de points, la composition de la famille, les achats dans les magasins, etc. Sport 2000 a notifié la violation de données à la Cnil et a porté plainte. L'entreprise n'a cependant pas donné de détails

sur le piratage, mais un cybercriminel a mis en vente une archive contenant potentiellement 4,3 millions de données personnelles de l'enseigne.

Sam Altman investit dans Exowatt

Le fournisseur spécialisé dans les énergies renouvelables a dévoilé une plateforme modulaire pour alimenter les datacenters et annoncé également une levée de fonds de 20 M\$ réalisée auprès de d'a16z, d'Atomic et du fondateur et CEO d'Open AI Sam Altman. Contrairement aux panneaux solaires tra-

ditionnels convertissent uniquement la lumière du soleil en électricité, Exowatt P3 convertit et stocke l'énergie solaire dans une batterie thermique qui peut être conservée pendant 24 heures. Ce système est composé d'un collecteur de chaleur, d'une batterie et d'un... groupe électrogène pour fournir de l'électricité. Exowatt P3 sera disponible dans le courant de l'année.

Lors d'une conférence organisée par Bloomberg à Davos, Sam Altman a avoué que l'IA consommera dans le futur beaucoup plus d'énergie que prévu et que sans une percée technologique en matière d'énergie « il n'y a aucun moyen d'y parvenir ».

Mots fléchés

Décomposition				Armes blanches		Elle peut être flottante		Cadeaux		L'Estonie	Etre spirituel		Semblable
International		Cordialement		Plante herbacée				Imaginaire					
											Lettres pieuses		
Exprimer bruyamment		Colère passée				Vagabonde					Jeu asiatique		
						Textile							
							Os						
Cité		Facilement									Volcan sicilien	Sorcier	
					Spécialité d'Epinal			Sans classement					
								Organe d'un sens					
Le plus haut point		Petit parapet		Éloigne						Tantale			Lettre grecque
										Soucieuse			
						Passereau		Ville du Congo (lieu d'une catastrophe)					
Plante herbacée								Sélénium					
Présentateur du Fou du roi				Camarades					Point				
									Avantage				
				Pestiféré							Calcium		
				Imposibles							Sélection		
Cadeau de mariage	Canal salé							Au dessous du pH 7	Proie de Grosminet				Poissons plats
			Un des sept nains		Repairs								
SMS		Serpent						Commune lombarde					
								Capitale de la Russie					
					Préfecture du Gard						Contes courts	Attacha	
					Note de musique								
Atlantide bretonne		Jeu de société							Pronom personnel				
		Abris rudimentaires							Baptisée	Planche de bois			
		Suite d'étoiles								Tara			
Bêcheur						Députés	Robe indienne	Imita					Inventé
								Oiseaux migrants				Une des quatre villes impériales du Maroc	
A cet endroit		Mélangea						Avec les autres			Francium		
		Iridium						Dedans			Soleil divin		
			Exacte						Pesée				
Longue période				Primate						Enzyme			

PÉTROLE

Le prix du Brent à 87,13 dollars mardi à Londres

Les prix du pétrole ont enregistré une légère hausse mardi en l'absence de nouveaux développements géopolitiques au Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, prenait 0,15% à 87,13 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 0,11% à 81,99 dollars. Les prix évoluaient de façon latérale, « le marché prenant un peu de repos après les turbulences géopolitiques au Moyen-Orient », selon des analystes.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 24 avril 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



Le yen à un nouveau plus bas face au dollar, le bitcoin dopé par le "halving"

Le yen a atteint un nouveau plus bas depuis plus de trente ans face au billet vert, frôlant en séance les 155 yens pour un dollar, tandis que le bitcoin montait lundi dans la foulée d'un événement technique appelé "halving" qui réduit un peu sa liquidité. Vers 18H15 GMT, le yen baissait de 0,11% face au dollar à 154,81 yens et reculait de 0,16% face à l'euro à 164,97 yens. La livre restait morose face à l'optimisme de la Banque d'Angleterre (BoE) sur l'inflation, renforçant les perspectives de baisse de taux. La devise britannique cédait 0,12% à 1,2355 dollar, après avoir touché lundi un nouveau plus bas depuis la mi-novembre face au billet vert, à 1,2345 dollar. La livre reculait également de 0,13% face à la monnaie unique européenne, à 86,25 pence pour un euro. Du côté des cryptomonnaies, le bitcoin prenait 3,09% à 66.656 dollars.

HADJ 2024/PRISE EN CHARGE MÉDICALE DES ALGÉRIENS DANS LES LIEUX-SAINTS

Plus de 8 tonnes de médicaments mobilisés

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a présidé, mardi à Alger, l'ouverture de la journée de sensibilisation au profit des membres de la mission médicale accompagnant les hadjis cette année. Les hautes autorités du pays ont mobilisé tous les moyens et les secteurs concernés pour assurer le succès du Hadj 2024 et préserver la dignité des Algériens dans les Lieux-Saints, en leur garantissant notamment une prise en charge médicale », via la mission composée de 122 membres », a précisé le ministre. Pour ce faire, le ministère de la Santé a mis à la disposition des hadjis « plus de 8 tonnes de médicaments », ajoute M. Saihi. La journée a vu également la participation du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi qui a salué « les efforts des délégations médicales qui veillent chaque année à la santé des hadjis algériens, voire d'autres de différentes nationalités ». A cette occasion, M. Belmehdi a appelé les membres de la mission à « redoubler d'efforts cette année afin d'honorer l'Algérie ». Une application a été mise au point, cette année, pour connaître l'état du stock de médicaments au niveau des deux centres mis à la disposition de la délégation algérienne ainsi que des médicaments les plus demandés par les hadjis, a-t-il relevé.

RÉUNION CONSULTATIVE L'ALGÉRIE, LA TUNISIE ET LA LIBYE

Unifier les positions et intensifier la concertation

Les dirigeants de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye ont souligné, à l'issue de leur 1ère Réunion consultative tenue, hier lundi à Tunis, la nécessité d'unifier les positions et d'intensifier la concertation et la coordination pour renforcer les facteurs de sécurité, de stabilité et de développement dans la région et accroître sa résilience face aux mutations régionales et aux crises internationales successives. Dans le Communiqué final du «Sommet de Tunis», les dirigeants des trois pays frères, à savoir les Présidents M. Abdelmadjid Tebboune, M. Kaïs Saïed et M. Mohamed Younes El-Menfi, réunis au Palais de Carthage, sont convenus de «l'organisation périodique de cette réunion, en alternance entre les trois pays afin de hisser les relations bilatérales privilégiées qui lient chaque pays à l'autre vers une nouvelle étape qualitative axée, au-delà du cadre bilatéral, sur la réflexion et l'action collectives». Ils ont réaffirmé leur conviction commune quant à «la nécessité d'unifier les positions et d'intensifier la concertation et la coordination pour renforcer les facteurs de sécurité, de stabilité et de développement dans toute la région et accroître sa résilience face aux mutations régionales et aux crises internationales successives d'ampleur, dont les répercussions ne peuvent être affrontées par aucun pays individuellement», outre «le besoin urgent pour les trois pays d'avoir une voix audible unifiée et une présence influente et effective dans les différents espaces d'appartenance régionaux et internationaux». Les dirigeants des trois pays ont mis en avant «leur pleine disponibilité à s'ouvrir à toute volonté politique sincère et crédible qui partage les mêmes priorités communes constructives pour promouvoir et enrichir cette action collective commune et approfondir l'entente et la coopération au service de la sécurité, de la stabilité et du développement dans la région qu'il convient de mettre à l'abri de la politique des axes et des dangers des ingérences étrangères». Ils ont souligné «l'attachement des trois pays à l'indépendance des décisions nationales, émanant de la volonté de leurs peuples respectifs, leur souci d'établir des relations avec les autres pays et blocs régionaux et internationaux, dans le cadre du respect mutuel et de la non-ingérence dans les affaires intérieures, et leur attachement à un ordre international multipolaire prônant la coopération, la solidarité, la justice et l'équité dans les relations internationales et l'égalité de tous devant le droit international». Ils ont insisté sur la nécessité «d'étendre cette concertation et cette coordination, au-delà des dossiers politiques, à tous les domaines du développement socio-éco-

nomique au profit des peuples des trois pays, en vue de réaliser leurs aspirations légitimes à la stabilité, la prospérité et l'intégration». Les dirigeants des trois pays ont également «exprimé leur rejet total des ingérences étrangères dans les affaires libyennes et leur soutien aux efforts visant à parvenir à l'organisation des élections à même de préserver l'unité et l'intégrité territoriale de la Libye et de garantir sa sécurité, sa stabilité et sa prospérité, tout en soulignant le rôle pivot des pays voisins de la Libye en soutien aux autorités libyennes dans le processus de restauration de la stabilité et de la sécurité et dans les efforts de reconstruction». Le Communiqué final a, par ailleurs, «condamné avec force les violations quotidiennes flagrantes, les crimes de guerre et le génocide commis contre le peuple palestinien frère, réitérant l'appel urgent à la communauté internationale pour que soit immédiatement mis fin à l'agression barbare, pour la levée totale du blocus imposé à la bande de Ghaza afin de permettre l'acheminement des aides alimentaires et médicales et la poursuite en justice des dirigeants de l'occupation pour leurs crimes». Les dirigeants des trois pays ont en outre «mis en garde contre le danger des interventions étrangères dans la région sahélo-saharienne et leurs répercussions sur la paix dans les pays de la région et dans le monde», soulignant la nécessité «de soutenir la sécurité et la stabilité des pays de cette région, de protéger leur souveraineté nationale et leur intégrité territoriale et de renforcer la coopération avec eux en matière économique, commerciale et de développement». L'accent a également été mis, dans le document, sur la nécessité «d'approfondir davantage les consultations et l'échange d'analyses, d'évaluations et d'informations sur le phénomène du terrorisme, la traite des êtres humains, le trafic de drogue et le crime organisé, en vue de protéger la région de ces fléaux».

Des groupes de travail conjoints pour coordonner les efforts

A la lumière des menaces et des défis auxquels sont confrontés les trois pays du fait des mutations en cours dans la région et dans le monde, et afin de renforcer la coopération et d'activer les efforts conjoints visant à renforcer la capacité de leurs peuples à faire face aux répercussions de la crise économique mondiale, notamment en matière de sécurité hydrique, alimentaire et énergétique, les trois dirigeants sont convenus de «créer des groupes de travail conjoints chargés de coordonner les efforts visant à protéger les frontières communes contre les risques et les conséquences de la migra-

tion irrégulière et les autres manifestations du crime organisé». Ces groupes de travail seront également chargés de «mettre en place une approche participative pour le développement de ces régions, en veillant à unifier les positions et les discours en direction des différents pays frères et amis concernés par le phénomène de la migration irrégulière au nord de la Méditerranée et en Afrique subsaharienne». Il a également été convenu de «créer un groupe de travail conjoint chargé d'élaborer des mécanismes permettant de mettre en place des projets et des investissements conjoints d'envergure dans des domaines et secteurs prioritaires, tels que la production de céréales et de fourrage et le dessalement de l'eau de mer, ainsi que d'autres projets et programmes de coopération visant à assurer la sécurité hydrique et alimentaire des trois pays». Il s'agit, entre autres, «d'activer au plus vite des mécanismes conjoints pour l'exploitation des eaux souterraines communes dans le Sahara septentrional, d'accélérer la mise en œuvre du projet d'interconnexion électrique des réseaux de transport d'électricité entre les trois pays et de développer la coopération et d'établir des partenariats dans le domaine de l'exploration, de la production et du stockage de produits pétroliers et dans les secteurs des mines et des énergies renouvelables et propres comme l'hydrogène vert». Il s'agit aussi «d'aplanir les difficultés qui entravent la circulation des biens et des marchandises entre les trois pays, d'examiner les moyens d'accélérer les échanges entre eux, de créer des zones franches communes et d'accélérer l'adoption de mesures appropriées pour faciliter la circulation des personnes et des marchandises, notamment en développant les réseaux de transport routier et ferroviaire et en créant une ligne maritime régulière reliant les trois pays». Il a, par ailleurs, été convenu «de mettre en place des programmes de travail pour la mise en valeur des divers aspects du patrimoine culturel commun, de renforcer la coopération dans les domaines de la recherche scientifique, de la formation professionnelle, des technologies modernes et des échanges d'étudiants et de jeunes, et d'encourager la production de programmes culturels et éducatifs conjoints». Au terme de cette 1ère Réunion consultative, il a été décidé de «charger des points de contact, qui seront désignés par chaque pays, de suivre la mise en œuvre de ce qui a été convenu en prélude à la tenue de la prochaine réunion consultative, dont la date et le lieu seront fixés d'un commun accord entre les dirigeants des trois pays».